DÉFENSE DE L'OCCIDENT

Directeur :
Maurice Bardèche

Dans ce numéro :

Le Front Populaire, opium du peuple.

Pourquoi l'Amérique est avec Mac Carthy.

Six complots militaires ont eu lieu contre Hitler.

Les Soviets ont-ils le plus puissant cuirassé du monde?

Les révélations de Bogolepov devant la commission Mac Carran.

Jacques Despuech : Le trafic des piastres.

(SOMMAIRE COMPLET EN DERNIÈRE PAGE DE NOTRE COUVERTURE)

N° 6 — JUIN 1953 — Prix : 100 frs

DÉFENSE DE L'OCCIDENT

28, Rue Serpente, **PARIS** (6e)



COMITE DE SOUTIEN

Jean-Louis Tixier Vignancourt, L.-M. Poulain, Maurice Gait, Odette Moreau, Maurice Bardèche, Michel Trécourt, Gérard Fontenay, Philip de Lus, Henri Bonifacio, Louis Teissier, R. Malliavin, Jean Lesieur, Roland Moncho.

A NOS LECTEURS

En raison des vacances, **Défense de l'Occident** fera, comme la plupart des revues, un numéro double de 96 pages, marqué 7-8, et portant la date de juillet-août 1953. Ce numéro sera mis en vente le 7 juillet prochain, dans les mêmes conditions que nos numéros habituels.

Le numéro 9, portant la date de septembre 1953, paraîtra dans la première quinzaine de septembre.

A NOS ABONNES

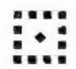
Pour des raisons pratiques, il nous est devenu très difficile d'assurer à nos abonnés l'expédition de trois exemplaires, comme nous l'avions annoncé au début de la parution de **Défense de l'Occident**, lorsque nos numéros ne comportaient que 32 pages.

Nous demandons à nos abonnés de bien vouloir nous excuser si, à partir du présent numéro, nous ne leur faisons que le service d'un seul exemplaire par abonné.

Nous demandons à ceux de nos abonnés qui tiendraient à recevoir les trois exemplaires qui leur ont été annoncés, de bien vouloir nous écrire pour nous le spécifier, de manière que nous puissions tenir compte de leur réclamation, et leur continuer ce service, autant que possible, comme par le passé.

Les idées et les faits

LE FRONT POPULAIRE, OPIUM DU PEUPLE



En raison des conditions de composition de notre revue, le présent article a été écrit avant la désignation de M. Mendès-France comme chef du gouvernement. La candidature de M. Mendès-France et les prises de position auxquelles elle a donné lieu apportent une confirmation à l'interprétation des faits contenue dans cet article.

La crise ministérielle, le Congrès M.R.P. la nouvelle orientation du parti communiste ont précipité l'évolution que nous décrivions dans les précédents numéros de *Défense de l'Occident* : aujourd'hui la conspiration du Front Populaire s'étale au grand jour. Et il importe d'en montrer toute l'ampleur et d'en définir dès maintenant les inévitables conséquences.

La conspiration du Front Populaire n'a pas pour origine, comme on le croit généralement, la soi-disant offensive de paix soviétique. En réalité, cette dernière baudruche est déjà dégonflée : elle a servi, elle sert et elle servira encore les intérêts de la clique, mais la vraie cause est ailleurs. L'origine de tout est dans le succès des républicains aux élections américaines. Quand il est devenu évident que Taft et Mac Carthy allaient jouer un rôle, quand il est devenu évident que le réseau d'intérêts organisé autour des dix ans du règne rooseveltien était menacé, tout le monde s'est mis à la recherche d'une politique de rechange. Il s'agissait de protéger coûte que coûte le gang des profiteurs et des nantis qui n'était plus désormais couvert par la protection américaine. D'où une « orientation nouvelle » dont les relais, antérieurs à la brusque disparition de Staline, furent : la découverte du péril nazi (affaire Naumann), le sabotage de la politique européenne par Bidault, l'alignement sur la politique anglaise à la suite de l'énigmatique voyage de Londres, et, pour finir, l'exploitation politique de la fausse atmosphère de détente.

Cette conspiration prend appui, il faut bien le dire, sur un mécontentement sincère, profond, des masses qui, lui, n'est pas

une comédie, mais un état d'esprit qu'il s'agit de capter, de conduire et d'utiliser comme en 1936. Les ouvriers ne mentent pas quand ils trouvent qu'on ne peut pas vivre avec leurs salaires ; les cadres ne mentent pas quand ils se jugent défavorisés ; les fonctionnaires ne mentent pas quand ils disent qu'on n'a pas tenu les promesses faites. Tout cela devrait se tourner contre les beaux messieurs qui, depuis sept ans, sont montés sur toutes les estrades pour parler des intérêts des travailleurs et qui, en réalité, ont travaillé sans interruption à diminuer le *salaire réel* de l'ouvrier et à augmenter leur *bénéfice réel* et leur *fortune réelle*. C'est le gang des profiteurs que le mécontentement populaire veut chasser en réalité. D'où la nécessité pour lesdits profiteurs de crier plus fort que tout le monde, de garder la tête du mouvement et d'organiser une belle dérivation bien savante de la colère populaire qu'il s'agit de transformer en bulletins de vote socialistes et M.R.P., pour éviter qu'on ait des explications à demander au gang socialiste et au gang M.R.P.

Les deux courants se mêlent. A la base, le désir sincère que cela change et qu'il y ait enfin un peu de justice dans la distribution des richesses. A la tête, la volonté de conserver les places et les profits ramassés dans la rafle de 1944 et compromis par l'apparition des dramatiques échéances.

Tout le problème consiste, pour la tête, à faire croire à la base que la liberté s'appelle Jules Moch, la justice Daniel Mayer et la politique de paix, Georges Bidault.

***

Le projet qu'on lèche avec le plus d'amour est celui d'un Front Populaire mitigé, à direction socialiste, rassemblant tous les « patriotes » de Guy Mollet à Léon Diethelm, dans l'esprit du C.N.R. et le style de 1945. Avec la grande république soviétique amie on reviendrait à Potsdam et Yalta, on se souviendrait enfin que le danger allemand est le danger majeur en Europe, on abandonnerait l'Indochine par une capitulation camouflée en négociation, on aurait enfin une atmosphère de paix en renonçant à cette idée européenne qui est si mal vue de nos grands amis russes et en se réfugiant dans le doux giron de l'alliance britannique, qui, depuis cinquante ans et à travers deux guerres, nous a menés à la brillante situation présente.

A ce beau projet, il y a un petit inconvénient, c'est qu'il n'est pas certain du tout qu'il y ait à la Chambre les fameuses 314 voix d'investiture pour un ministère de ce tonneau si l'on ne se résout pas à l'appoint communiste. De là toutes sortes de perspectives fort intéressantes devant lesquelles il est visible que les promoteurs du projet reniflent avec quelque embarras. Car, il faut pousser cette idée jusqu'au bout. Et au bout, il y a ou l'alliance communiste ou la dissolution, l'une et l'autre également génératrice d'éclatements et de reclassements.

A brève échéance, c'est-à-dire en octobre ou novembre de cette année, ou à plus longue échéance (c'est-à-dire au printemps prochain) ces éclatements et ces reclassements sont inévitables. Il

faudra choisir. Et le M.R.P. y passera aussi bien que le R.P.F. Devant un Front Populaire impliquant nécessairement par son orientation et ses alliances un changement profond de notre politique étrangère, il est impossible de ne pas choisir. Il faudra dire en particulier si l'on veut réaliser l'idée européenne ou si l'on veut enterrer l'idée européenne. Il n'y aura pas moyen d'être à la fois « Front Populaire » à l'intérieur et « européen » en politique étrangère. Et les militants du M.R.P. devront choisir entre ceux qui veulent les allier aux socialistes (à la remorque de la politique anglaise contre l'Europe) et par leur intermédiaire aux communistes (et au véto russe sur l'Europe) et ceux qui ont longuement acclamé à leur dernier Congrès Robert Schuman contre Bidault. Et d'une façon générale, il faudra choisir surtout entre ceux qui veulent un avenir constructif (et social) et ceux qui sous prétexte de sollicitude pour la classe ouvrière accepteront au contraire les formules périmées d'un retour à l'Europe de 1936.

***

C'est une occasion pour nous de préciser les positions fondamentales qui nous permettent de fixer notre attitude dans cette éventualité.

Sur le plan européen, notre position est connue et elle a été plusieurs fois exprimée. Nous défendons l'idée d'une Europe indépendante destinée à être dans l'avenir une puissance qui puisse fixer elle-même son propre destin. Il est évident que pour qu'une Europe indépendante existe, il faut tout d'abord que l'Europe existe. Tant que les gouvernements paraissaient d'accord pour réaliser, bien ou mal, la communauté européenne, nous pouvions souligner leurs fautes, opposer *notre* Europe à celle qu'on nous préparait, et prétendre constituer avec les hommes qui partagent nos idées à l'étranger, une opposition constructive dans la discussion sur l'Europe. Mais si une conjuration politique fondée sur des intérêts partisans a le désir secret ou avoué de s'attaquer à l'idée européenne elle-même, de favoriser par ces manœuvres une politique de division et d'impuissance de l'Europe, alors nous ne devons pas nous soustraire, pour des questions de personne et de méthode, à la lutte menée pour la défense de l'idée européenne elle-même, nous n devons pas être du côté de ceux qui cherchent à empêcher l'Europe pour obéir à un impératif de la politique russe, mais nous devons être dans le camp de ceux qui défendent l'avenir européen.

***

Sur le plan intérieur, nous avons eu plus rarement l'occasion de définir notre attitude. Il est nécessaire maintenant de donner quelques précisions pour que nous sachions avec qui nous pouvons nous entendre.

D'abord, disons-le, nous sommes opposés aux hommes du Front Populaire et à l'esprit du Front Populaire, mais nullement à la volonté de justice sociale qui a été dans le passé et qui peut

être demain dans les masses le levier d'un rassemblement de Front Populaire. Tout au contraire, dans le combat qui oppose les nantis aux travailleurs, nous sommes, par principe, du côté des travailleurs. Nous sommes pour le peuple contre les privilégiés, pour les producteurs contre les parasites, et par principe, pour l'homme du métro contre l'homme de la voiture américaine. Nous sommes pour celui qui défend son salaire contre celui qui défend ses bénéfices. Nous sommes pour celui qui compte le samedi ses sous dans sa main, et il trouve qu'il n'y en a pas beaucoup, contre le malin qui change des dollar contre des piastres ou qui gagne son luxe arrogant par l'usure, la trahison, les combines, les bakchichs et la spéculation. Quand il y a un cortège du Front Populaire, nous sommes pour les hommes qui sont dans le cortège, mais nous sommes contre les salauds qui sont à la tête du cortège. Car, nous sommes contre l'exploitateur sous toutes ses formes, et nous pensons que l'homme qui *exploite* le mécontentement pour le transformer en mandats parlementaires et en présidences syndicales vit de la misère du peuple exactement comme les pirates de la finance.

Car, c'est une hypocrisie et un mensonge de croire et de faire croire que la démocratie actuelle peut amener la justice sociale. Nous ne sommes pas contre la démocratie en elle-même, nous sommes contre la démocratie en tant qu'elle est l'instrument des riches pour tromper le peuple. Car c'est cela que la démocratie moderne est devenue en fait. Le maniement de l'opinion par les techniques modernes exige des moyens de presse et de diffusion formidables. Leur naissance, leur existence, leur efficacité est une question d'argent. Une élection, dès qu'il s'agit de toucher plus de quinze cents personnes, est une question d'argent. Tout ce qui mène au pouvoir, tout ce qui permet d'agir sur la politique dépend, dans une démocratie, de l'argent, c'est-à-dire, en définitive, des riches. Quand l'argent n'est pas fourni par les riches, il est fourni par l'étranger. Cela ne vaut pas mieux pour la nation.

Les riches paient, les riches dirigent, les riches tirent les ficelles. L'élection est faussée par cette loi à tous les degrés et dans tous les partis. Car le parti dans la démocratie moderne constitue le cadre par lequel s'exprime le sentiment du peuple. Mais le parti étant *financé*, le candidat présenté par le parti est, en définitive, l'homme agréé par les riches. Le parti peut inscrire tout ce qu'il veut sur son programme, finalement, c'est le groupe qui paie pour imprimer les tracts, les affiches, les journaux, qui choisit aussi ou rejette les candidats du parti. Les riches paient des phrases où l'on conspue les riches, mais finalement c'est leur homme de paille qui est élu et officiellement chargé par le peuple de faire une politique dirigée contre eux.

Cette bouffonnerie explique l'injustice sociale. Le peuple vote périodiquement contre l'injustice sociale. L'homme de paille des milliardaires, élu grâce à ce vote, s'empresse de faire quelque chose pour le peuple, en accord avec le milliardaire, son patron. Il invente un petit quelque chose qui calme le peuple, une augmentation de salaires, des vacances plus longues, un pourboire

quelconque, n'importe quoi, que la coalition des milliardaires annule quelques mois plus tard par une bonne dévaluation combinée entre milliardaires : mais jamais, à aucun moment, l'élu du peuple, l'homme de paille du milliardaire ne s'avisera de toucher au système, de proposer qu'on monte autrement la mécanique, parce que cela, c'est précisément ce qui est défendu. Il faut que la mécanique reste ce qu'elle est, puisqu'elle permet de bien s'enrichir.

***

Nous, nous voulons monter autrement la mécanique. Voilà l'essentiel. Nous ne voulons pas que la volonté du peuple soit habilement annihilée aussitôt qu'elle est exprimée. Nous en avons assez du règne du milliardaire par la personne interposée du peuple-mouton.

Pour cela, il faut autre chose que la démocratie moderne. Cela ne veut pas dire qu'il faut supprimer la démocratie. Personne, à l'heure actuelle, ne peut supprimer la démocratie. La démocratie, étant par définition, le pouvoir exercé par le peuple, tout régime qui s'appuie sur le peuple, est, qu'on le veuille ou non, qu'il le veuille ou non, une démocratie. Le régime de Péron est une démocratie, celui de Néguib aussi. Tout régime qui s'appuie sur le consentement du peuple, et aucun régime moderne ne peut s'en passer, est nécessairement une démocratie. Mais il y a des démocraties réelles, et ce sont celles où la volonté du peuple est fidèlement reproduite par le gouvernement et de fausses démocraties où la volonté du peuple est continuellement bernée et dérivée vers l'impuissance. Or, la volonté de justice des masses ne peut être respectée que par un gouvernement fort qui puisse résister à la ligue formidable des puissances d'argent. Le peuple est réduit à l'impuissance par le carcan des partis et la jonglerie électorale. Mais un gouvernement fort peut tout, s'il le veut, contre les riches : car il dispose des deux seules armes que craignent les riches : la police et l'économie, la police qui permet de les atteindre dans leurs personnes, l'économie qui permet de les atteindre dans leur puissance.

***

Comment un pouvoir fort peut-il rester démocratique ? Mais d'abord qu'est-ce que « être démocratique » ? C'est se tenir en contact avec les masses de la base et gouverner en tenant compte de leur volonté.

La démocratie parlementaire n'est qu'un moyen — mauvais — entre beaucoup d'autres, de consulter la base. Pourquoi ce moyen est-il mauvais ? Non seulement parce qu'il permet, comme nous l'avons dit, le règne de l'argent, l'exploitation du peuple, mais parce qu'il est un outil historique périmé. Il prend ses racines dans le XIXe siècle pré-industriel, c'est-à-dire dans une époque où le problème technique à résoudre était de prendre l'avis de petits bourgeois possédants ayant un petit bien ou de petites rentes. Il a ses origines réelles dans le suffrage censitaire,

dont il n'est qu'une extension. Il représente l'instrument politique inventé par les Constituants pour donner un rôle au Tiers-Etat, c'est-à-dire à la bourgeoisie. Or, la carte sociale de la France a profondément évolué depuis 1791. Gouverner aujourd'hui avec le même procédé de consultation qu'en 1791, c'est aussi archaïque que de voyager en diligence.

Cet instrument vétuste a été faussé sans peine par quelques habiles. Mais, en contrepartie, des « corps » se sont constitués qui pèsent aujourd'hui sur le régime parce qu'ils représentent des intérêts réels et des groupements réels que le système politique parlementaire ne parvient pas à représenter exactement. Notre régime actuel est un régime parlementaire qui subit la pression de ces organismes non constitutionnels : syndicats, unions corporatives, associations professionnelles, lesquels agissent comme accélérateurs ou comme freins et substituent très souvent leur initiative à celle du Parlement. C'est la nature des choses elles-mêmes qui a fait surgir ces forces. Elles sont actuellement anarchiques, empiriques, souvent dangereuses parce que leur représentativité est mal contrôlée et leur action non réglée ; elles sont trop souvent pour l'instant l'instrument d'ambitions personnelles et leur fonctionnement, tout aussi faussé, actuellement, que celui de la représentation parlementaire présente, sans doute, sous cette forme, plus d'inconvénients que d'avantages : *mais leur existence même prouve qu'il y a une manière naturelle de représenter les forces réelles du pays qui est tout autre que la manière parlementaire.*

Ces associations professionnelles sont le moyen naturel et normal d'expression du corps social dans un Etat moderne. Cette représentation spontanée et, pour l'instant, désordonnée, doit être être réglementée, c'est-à-dire ne plus être, ce qu'elle est aujourd'hui l'instrument de quelques prébendiers et de quelques ambitieux, et, ainsi réformée, elle doit être finalement substituée comme instrument de représentation à l'instrument inadapté et faussé dont nous disposons actuellement.

C'est par ces organismes professionnels qu'un pouvoir fort et stable doit être constamment renseigné, mis en garde, encouragé ou retenu. C'est par eux que s'expriment normalement les revendications. C'est entre eux que doit se faire un arbitrage et un équilibre. Beaucoup plus que le Parlement, ils sont les organes d'écoute naturels de l'Etat.

Cet échange continuel entre les organisations professionnelles qui représentent la population vivante du pays et le pouvoir constitue une sorte de « respiration » naturelle de la nation. Elle est la transposition en termes modernes de ce qui s'était institué à la longue sous l'Ancien Régime. Dans un Etat moderne, ce sont les travailleurs, c'est-à-dire ceux qui à tous les étages et dans tous les domaines participent à la production, qui sont la substance vivante du pays. Le pouvoir a d'autres fonctions que d'assurer un réglage de la production et une juste répartition de la richesse, mais il a d'abord cette fonction à remplir entre toutes.

Un pouvoir fort doit être le planificateur de la production et

l'arbitre entre les travailleurs et le patronat. Seul, il peut briser l'insolence des trusts, la ligue des égoïsmes, les conjurations pour maintenir les prix élevés ou pour empêcher la concurrence : l'image de l'Etat moderne, c'est l'épée d'Alexandre. L'épée d'Alexandre ne discute pas, elle tranche. Mais un Etat fort comme le souverain d'autrefois doit écouter les représentations de tous. Il doit être outillé pour les entendre. Il ne doit pas croire à son omni-science et à son infaillibilité. Il doit peser et protéger. Protéger d'abord le faible et le pauvre, parce qu'il est le faible et le pauvre. Mais protéger aussi celui qui dirige et qui crée. Il doit mettre sur le même plan l'intérêt de la nation et l'intérêt de l'ouvrier. Il doit savoir parfois refuser à l'ouvrier dans l'intérêt de la nation, car la nation finalement c'est tous les ouvriers. Mais avant tout, il doit être lié constamment à la base, à la nation véritable et vivante, et il doit regarder comme sa plus grande force et sa plus grande garantie de durée cette liaison intime et efficace avec la base. Il doit chercher son assise et sa force dans l'approbation et dans l'affection du peuple. Il n'est pas de constitution qui assure cela, mais c'est l'esprit de tous les régimes forts et populaires.

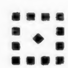
⁂

Contre le Front Populaire, il n'est donc pas suffisant de répondre par une coalition classique de la droite réactionnaire. C'est la classe ouvrière elle-même qu'il faut dresser contre le mensonge et le duperie du Front Populaire. Il faut lui montrer que le nouveau Front Populaire n'a pas pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière, cette défense n'est qu'un prétexte ; qu'un nouveau Front Populaire n'aura pas pour résultat un relèvement *réel* des salaires, ce relèvement sera aussitôt annulé par une dévaluation ou quelque autre subterfuge pour la hausse des prix, seul un gouvernement autoritaire peut relever les salaires et en même temps bloquer les prix, par l'action directe contre les spéculateurs ; qu'un nouveau Front Populaire a uniquement pour objet de maintenir en place les hommes qui gouvernent depuis huit ans, c'est-à-dire que depuis huit ans ont trompé tous ceux qui, dans notre pays, ont le sens du travail et de l'honnêteté.

C'est par la gauche qu'il faut tourner le Front Populaire. Non pas en s'opposant aux revendications qui sont presque légitimes, mais en s'opposant à ce que ces revendications servent la politique des profiteurs et des pourris qui sont responsables de la misère des ouvriers. Non pas en se dressant contre la grève, car la grève est un instrument classique pour la défense des travailleurs défavorisés, mais en montrant aux grévistes les responsables véritables dans les politiciens qui les ont trahis. Non pas en étant contre le peuple, mais en faisant du mécontentement populaire par lequel les profiteurs du régime veulent se sauver le point d'appui de l'instrument avec lequel on pourra les abattre.

Maurice BARDECHE

PERSPECTIVES SOVIETIQUES APRES LA MORT DE STALINE



Après la mort de Staline, il n'y a pas de doute que les naïfs du monde entier aient éprouvé une désillusion devant le cours des événements. La mort de l'homme du Kremlin ne donna pas lieu à des troubles intérieurs, ni à une lutte acharnée et sanglante pour le pouvoir, ni à la rébellion des opprimés de l'intérieur ou de l'extérieur de la Russie. La simple vérité est qu'il ne s'est rien passé et le plus vraisemblable est qu'*il ne se passera rien dans un avenir prochain*.

Voilà ce qui, au premier abord paraît le plus logique. En premier lieu et d'un point de vue proprement russe, la situation créée par la disparition de Staline n'est pas neuve. L'autocrate est mort, et cela est déjà souvent arrivé en Russie. Staline jouissait d'un pouvoir absolu, mais point très différent de celui exercé par Ivan le Terrible, par Pierre le Grand ou par Catherine II. Et les moyens employés pour maintenir le pouvoir n'ont pas été nouveaux non plus.

Ne sont pas non plus des inventions soviétiques le manque de liberté de s'exprimer, les déportations en Sibérie, le travail forcé ni non plus le rideau de fer. Le peuple a déjà une longue expérience en ces matières et il sait que la mort d'un autocrate n'implique pas la disparition de son appareil coercitif, et qu'à un autocrate mort succède inévitablement un autocrate vivant.

Ceci pour ce qui concerne le peuple. Mais les tzars basaient leur continuité sur un système de succession héréditaire. Le système a disparu et, en outre, il est possible que précisément pour ce qui regarde la succession, la mort de Staline ait été légèrement prématurée. Tout indique que ce dernier essayait, dans les derniers temps, de préparer le terrain pour Georgi Malenkov et le procès contre les médecins, interprêté — à mon avis erronément — comme une action antisémite, tendait surtout à l'élimination de Béria. Celui-ci, en effet, est le seul compétiteur sérieux de Malenkov et, comme il n'a pas été éliminé, la balle continue, comme on dit, à être disputée.

Mais, même s'il en est ainsi, il n'est pas probable que d'un moment à l'autre va commencer en Russie une franche lutte pour le pouvoir. On ne peut nier la perspicacité politique aux dirigeants soviétiques, et tous ceux-ci savent que les forces sont trop équilibrées pour que l'on puisse conseiller de risquer tout sur une seule carte.

Malenkov est le successeur, mais il n'est pas Staline. Il ne possède pas la supériorité indiscutée de celui-ci sur ses camarades du « présidium » et il convient peut-être de ne pas oublier que le poste de chef d'Etat occupé d'abord par Kalinine, et ensuite par Chvernik, est passé aux mains d'un homme comme Vorochilov qui a un certain prestige et qui pourrait bien ne pas se contenter du rôle purement décoratif de ses prédécesseurs.

En tous cas, et comme je le disais plus haut, tous les acteurs savent ce qu'ils risqueraient sur le plan intérieur s'ils se décidaient à recourir à la violence ouverte. En outre, ils savent qu'un changement visible dans les hautes sphères de l'Etat pourrait donner lieu à des réactions imprévisibles, tant dans les pays satellites que de la part de la coalition occidentale qui pourrait se sentir tentée de pêcher en eau trouble.

***

Beaucoup plus claires et prévisibles sont les perspectives qui s'offrent sur le plan international. De fait, ceci peut constituer la grande possibilité pour les occidentaux, et, ils savent manœuvrer de façon sensée et sereine, ils peuvent acquérir de substantiels avantages.

- Dans ce temps-ci, la Russie ne peut risquer de courir le risque d'une aventure belliqueuse. Elle ne dispose pas d'un commandement qui jouit, même de loin, du prestige dont était revêtu Staline ; et seul un prestige pareil peut garantir la cohésion interne indispensable pour se heurter aux sacrifices et aux efforts qu'exigerait une guerre qui serait la plus cruelle et la plus sanglante de tous les temps. Une conflagration mondiale mettrait à l'épreuve l'unité interne de l'U.R.S.S. et aussi la fidélité des démocraties populaires dans lesquelles les soviets sont encore fort loin de s'être pleinement imposés. Et tenez compte de ce que le problème ne se pose pas maintenant. Il existait déjà du vivant de Staline et était alors, comme aujourd'hui, une des principales raisons pour lesquelles une « guerre chaude », totale et décisive, n'intéressait pas l'U.R.S.S., mais bien le maintien de foyers disséminés. Foyers comme celui de Corée ou d'Indochine, qui représentent une saignée pour l'Occident et dont il est possible de se désintéresser quand il convient, comme cela arriva en Grèce. Le successeur de Staline serait fou d'accepter le risque d'une guerre internationale ; et, dans les conjonctures actuelles, il peut même être dangereux pour l'U.R.S.S. de maintenir des conflits locaux qui peuvent toujours dégénérer en conflagration générale.

Il ne paraît donc pas très aventuré de supposer que c'est maintenant, et précisément maintenant, que, sans devoir courir trop de risques excessifs, les occidentaux pourraient aborder la solution de questions telles que la guerre coréenne, le traité de paix avec l'Autriche et l'unification de l'Allemagne sur une base juste et acceptable pour tous.

⁂

Nous arrivons au troisième aspect envisagé : celui de la possible répercussion que la mort de Staline peut exercer sur le communisme en tant qu'idéologie de portée mondiale. Pour celui-ci vient de sonner une heure qui peut être aussi décisive que périlleuse. Staline était le grand polarisateur du communisme orthodoxe international. Les chefs et les sous-chefs des partis communistes non russes, ceux des pays satellites comme ceux des pays situés hors de l'orbite soviétique s'inclinaient devant lui et obéissaient aveuglément aux consignes du Kremlin. Mais ils le faisaient précisément parce que ces consignes provenaient de Staline.

Ni Malenkov, ni tout le Comité Central du Parti Communiste de l'U.R.S.S. ne peuvent prétendre jouir — tout au moins pour le moment — de l'autorité dont jouissait le créateur de l'écrasant pouvoir soviétique et l'homme qui incarnait le mythe de la révolution rouge. Beaucoup de ceux qui rampaient, tremblants, devant le redoutable autocrate disparu, peuvent ne pas se croire obligés de le faire devant son successeur.

Et, dans ce cas, l'heure présente pourrait être purement et simplement celle du titisme. Il est déjà très significatif que Mao-Tse Tung n'ait pas jugé nécessaire de se mêler au chœur des vassaux qui accompagna Staline au tombeau et qu'un petit chef de troisième grandeur comme Enver Hoxa, dictateur de l'Albanie, se soit permis de faire la même chose.

Si en Asie ou en Europe surgit maintenant un nouveau Tito, le fait aura beaucoup plus d'importance que n'en eut la révolte de celui-ci.

Des imitateurs ne tarderaient pas à surgir et, à moins que la Russie, jouant le tout pour le tout, ne se lance dans la guerre, le communisme mondial serait entré dans une phase extrêmement critique.

Adolfo Fojo Colmeiro
(*Dinamica Social*, Buenos-Aires)



LA SIGNIFICATION DES ELECTIONS ITALIENNES

La campagne électorale pour les élections qui se dérouleront en Italie le 7 juin en vue de la désignation des nouveaux députés et des nouveaux sénateurs, a pris un ton de haute tension justifié par l'importance capitale de ces élections.

Par suite de l'approbation de la « loi majoritaire », si le groupe gouvernemental, Démocratie Chrétienne, Sociaux démocrates, Libéraux et Républicains (radicaux), obtient 50,1 % des suffrages, il aura droit à 360 députés sur les 590 prévus pour la chambre, c'est-à-dire qu'il aura une majorité certaine pour soutenir le gouvernement durant toute la législature 1953-1958. Dans une telle éventualité, le gouvernement De Gaspéri se présenterait aux élections de 1958 avec une ancienneté de dix années ininterrompues. Il présenterait ainsi l'aspect d'un véritable régime qui aurait le pouvoir d'éliminer toutes les forces d'opposition. La perpétuation de l'actuel gouvernement marquerait donc la congélation des actuelles positions italiennes et la fin de toute possibilité d'action indépendante pour les vaincus.

⁂

Dans l'opposition se présentent le Parti Communiste, le Parti Socialiste (procommuniste), le Parti National Monarchiste et le Mouvement Social Italien. A côté de ces forces se présentent aussi dans l'opposition deux formations de constitution récente : l'Unité Populaire, créée par des éléments discidents du Parti Social-Démocrate et du Parti Républicain qui n'ont pas accepté la « loi majoritaire », et l'Alliance Démocratique, qui rassemble les éléments dissidents du Parti libéral, également opposés à la loi majoritaire. Ces deux groupes pourront avoir ensemble au maximum deux ou trois cent mille voix, mais comme ces voix sont directement soustraites aux partis gouvernementaux il est possible que justement ces deux ou trois cent mille voix empêchent la coalition du centre d'atteindre le 50,1 % des suffrages.

Le Parti Communiste et le Parti Socialiste de Nenni se présentent séparés, et ce fait dément un des principaux slogans de la Démocratie Chrétienne qui affirme l'importance du péril communiste. En fait, si les sociaux-communistes avaient pensé atteindre les 50,1 %, ils se seraient associés. Les forces des deux partis se montent à 8.000.000 de voix, susceptibles d'une sensible augmentation qui en tous cas ne pourraient les porter à plus de 9.000.000 de suffrages (Les possesseurs du droit de vote sont 30.000000 en Italie). La propagande électorale du P.C.I. et du P.S.I. vise uniquement à éviter que la D.C. et les autres petits partis n'obtiennent les 50,1 % des voix

***

Plus complexe est par contre l'action politique du P.N.M. et du M.S.I. Le premier surtout entend réussir, à la fin des élections, à obtenir le poste de second dans le gouvernement démochrétien. En conséquence, sa campagne, si elle tend à empêcher la D.C. d'atteindre le quotidient majoritaire, est une continuelle offre de collaboration. Les voix du Parti National Monarchiste oscillent entre 2.000.000 et 3.000.000, et il est possible que le P.N.M. à lui seul recueille plus de voix que les trois partis coalisés avec la D.C. (Les sociaux-démocrates sont évalués à 1.000.000, les libéraux peuvent atteindre le même chiffre, auquel il faut ajouter les 500.000 voix du Parti républicain).

Au cas où la loi majoritaire ne pourrait être appliquée, la proportionnelle jouera et, en ce cas, les députés du P.N.M. seront aussi nombreux que ceux des trois petits partis (en cas de loi majoritaire les députés du centre « coûteraient » 30.000 voix et ceux de l'opposition 65.000), de sorte que la D.C. pourrait aisément faire un gouvernement avec les forces favorables à la Maison de Savoie, abandonnant à leur destin les autres groupes qui, sauf le parti libéral, ont déjà déclaré leur intransigeance républicaine.

***

L'action du Mouvement Social Italien tend à un programme beaucoup plus vaste et constructif. *Si on empêche la D.C. d'obtenir* 50,1 % *des voix, il est possible que le gouvernement, même avec l'appui des royalistes, ait besoin des voix du M.S.I.*

On prévoit dans ce cas que De Gaspéri se retirerait de la vie politique et que la direction du gouvernement serait confiée à Gronchi. La première manœuvre de la D.C. serait d'offrir quelques secrétariats au M.S.I. en échange de son appui au gouvernement. Une telle éventualité doit être écartée *à priori* par le M.S.I., parce que son insertion dans le système gouvernemental, comme dernier arrivé, équivaudrait au suicide du mouvement national. En échange de son appui parlementaire au gouvernement, le M.S.I. demanderait plutôt des dispositions abrogeant les lois d'exception, des lois d'assistance aux anciens combattants de la République Sociale Italienne, et surtout un changement de la

conduite de la politique étrangère, même si celle-ci devait continuer à se dérouler dans le système atlantique. En particulier, il demanderait une solution énergique du problème de Trieste et de l'Istrie.

Les prévisions les plus optimistes donnent au M.S.I. 3.000.000 de voix, ce qui augmente de 1.000.000 le chiffre de 2.000.000 effectivement atteint lors des élections municipales. De toute façon, il faut tenir compte du reflux qui peut atteindre actuellement les forces nationales, à cause des réalisations pratiques qu'inévitablement, par son long séjour au pouvoir, le gouvernement présente dans le domaine économique et social. Réalisations qui, en réalité, sont dûes au travail italien, mais que la propagande démochrétienne fait passer pour des réalisations du régime clérical.

***

Les thèmes préférés de la propagande des gouvernementaux sont, une fois de plus, ceux du péril communiste ; de la nécessité d'un gouvernement stable, afin de ne pas répéter la triste expérience française ; de la défense de la démocratie, unique rempart de la liberté et de l'indépendance. Le succès démochrétien est cependant confié, cette fois encore, à l'organisation catholique. Sans son appui, la D.C. ne dépasserait pas 2.000.000 de voix.

Les autres partis de la coalition gouvernementale affirment rester avec la D.C. pour empêcher son glissement à droite. En réalité, il est possible que, même en atteignant de justesse les 50,1%, la D.C. ait besoin des droites pour gouverner. En effet, la loi majoritaire vaut pour la chambre des députés et non pour le Sénat où est en vigueur le système uninominal avec répartition des restes. Il est donc possible que, tout en ayant la majorité à la Chambre, la D.C. ne l'ait pas au Sénat. En un tel cas, comme les lois pour être approuvées doivent obtenir la majorité dans tout le Parlement, la D.C. se verrait contrainte à en venir à une entente avec ce qui est appelé la droite.

Les sociaux-communistes insistent sur leur offensive de paix, accusent le gouvernement d'avoir augmenté le chômage, mais ils manquent de mordant. Ils ne sont plus ni un parti de gouvernement, ni un parti révolutionnaire, ils restent bovinement en attente d'un ordre de Moscou qui mette en action leur appareil et permette à leur classe dirigeante de conquérir le pouvoir. Il est clair que l'ordre de Moscou devrait, dans un tel cas, être soutenu par les chars d'assaut de l'armée rouge.

Les royalistes ne posent pas directement la question institutionnelle, mais ils veulent seulement la révision de l'article de la Constitution qui prévoit l'intangibilité du régime républicain.

***

Le Mouvement Social Italien présente, de son côté, un programme précis et très clair : réalisation d'une plus grande justice

sociale par l'instauration des corporations, en se tenant à l'écart des formules paternalistes et de celles de la lutte de classes; réalisation d'une véritable pacification nationale par l'immédiate abrogation des lois d'exception ; rétablissement d'une politique de dignité en face des grandes puissances ; demande de compensations territoriales et militaires en échange du maintien de l'Italie dans le pacte atlantique, avec possibilité de notre retrait ultérieur du dit pacte et établissement d'un accord direct avec les Etats-Unis, accord qui n'engage pas notre liberté d'action envers les nations du Troisième Bloc (Amérique du Sud, Afrique du Sud, Moyen-Orient, Espagne, Suisse, Suède) ; opposition intégrale à toutes les initiatives européennes de Strasbourg, dangereuses pour l'Italie et revalorisation des valeurs nationales dans le cadre d'une Europe libre et indépendante ; élimination des postes de commande des hommes qui ont contribué à la défaite des armes italiennes durant la guerre.

Le M.S.I., tandis qu'il affirme que le débouché pour notre endémique situation de crise dûe à l'excédent de main-d'œuvre est constitué par l'Afrique, se déclare favorable, jusqu'à ce que notre retour en ces terres soit possible, à une émigration surveillée par l'Etat.

Pour le problème de Trieste, également, le M.S.I. ne demande pas de dangereuses aventures militaires, mais la réalisation par la voie diplomatique de la note tripartite du 20 mars 1948 qui reconnaissait l'italianité de tout le territoire libre de Trieste (Trieste et Istrie septentrionale). Naturellement, le M.S.I. demande une plus grande énergie dans la requête d'application.

Le peuple italien se prépare à décider de ses destinées nationales pour plusieurs décades, et l'importance de la partie qui se joue pourra faire que ce qui a été jusqu'alors la politique italienne traditionnelle, subisse un profond changement dans le sens du véritable intérêt de l'Italie et de l'Europe.

En résistant à la menace bolchevique et en s'opposant aux forces capitalistes qui se cachent derrière la démocratie chrétienne et certains de ses alliés, le peuple italien pourra retrouver la voie de sa vraie mission. Le 7 juin n'est qu'une étape de cette lutte sur deux fronts. Les autres se succéderont à brève échéance. La dernière charnière du système politique démochrétien sautera enfin quand l'appareil catholique, qui montre déjà une orientation générale favorable aux forces nationales, orientation non encore complètement dessinée cependant, abandonnera, lui aussi, à son destin la D.C., parti sans programme qui a fait faillite sur le plan gouvernemental pratique.

Fabio LONCIARI

Nouvelles européennes
Nouvelles politiques

■■■■

POURQUOI CHURCHILL A INVITE TITO

Tito, le dictateur communiste dans le camp occidental possède à nouveau un fil direct avec Moscou. La porte dans le rideau de fer présente une fissure ! D'après des informations du Département d'Etat de Washington, la vieille amitié à tu et à toi entre le maréchal Tito et le successeur de Staline au Kremlin, Malenkov, aurait été ravivée. Les Américains possèdent des preuves selon lesquelles Tito entretiendrait à nouveau des contacts avec Malenkov.

Cet état de choses a donné l'alarme au State Department car le Kremlin n'avait pas, ces dernières années, « d'insufflation d'air frais », et par ce canal, il pourra s'ouvrir maintes possibilités afin de tâter son partenaire lors de la mise en route des pourparlers de paix. Cette excitante information est venue aux oreilles des Américains par une indiscrétion de l'ambassade britannique à Belgrade. Churchill, « le vieux renard », savait parfaitement pourquoi il invita si rapidement Tito en Angleterre, et pourquoi il le fit tellement honorer par sa reine, car depuis longtemps la Grande-Bretagne envisage la possibilité de rendre plus indépendante sa politique envers la Russie, actuellement à la remorque de celle des U.S.A. C'est ce levier que Washington ne veut pas abandonner aux seuls Britanniques. C'est pourquoi le ministre des affaires étrangères américain est à la recherche d'un homme pour Belgrade, qui serait particulièrement qualifié pour cette tâche difficile. Dans le cercle des personnes dont il est question figure notamment Samuel Reber, qui est, à l'heure actuelle « le soutien des ménagères » auprès de la haute commission américaine et le bras droit de Conant.

L'ANGLETERRE CONTRE NEGUIB

Au moment précis où l'on espère résorber le conflit Coréen, un nouvel orage menace d'éclater dans une zone infiniment explosive, au Moyen-Orient. L'Egypte fera-t-elle les frais de ce relais ?

L'Egypte, en effet, cristallise à l'heure présente toutes les inquiétudes britanniques, et cela pour une double raison :

1° La victoire de Néguib, dans l'affaire du canal, signifierait à très bref délai, la fin de la présence anglaise au Moyen-Orient,

2° C'est par une politique « Egyptienne » que les U.S.A. tentent de se substituer à la Grande-Bretagne dans le monde Arabe.

Pour parer ce double danger, la diplomatie Anglaise a déployé ces jours derniers, tous ses efforts. En ce qui concerne les U.S.A., elle a incontestablement gagné la première manche, en preparant à sa manière la venue de M. Dulls. La rupture des pourparlers Anglo-Egyptiens le 6 mai, provoquée volontairement ou non, a contraint le ministre américain à une prise de position qui a heurté et déçu l'Egypte. L'erreur américaine a été d'encourager des espoirs qui n'ont pas été réalisés. Il est certain que le général Néguib comptait sur l'appui U.S. dans l'affaire du canal, et sa déception repousse les projets de « Commandement du Moyen-Orient » aux calendes.

D'autre part, débarassée pour un temps du danger américain, la Grande-Bretagne peut aussi en finir avec Néguib, et reprendre la direction politique du monde Arabe.

Après les derniers pourparlers, et les déclarations de Néguib et de Churchill, le conflit semble arrivé dans une impasse, et le coup de force risque de se produire. La Grande-Bretagne ne reculera plus, prête à tout pour rester présente à Suez et supprimer Néguib. La situation est, à ce point de vue beaucoup plus grave que ne le disent nos journaux. Mais ici se pose la question de l'avenir. Qu'a prévu l'Angleterre, pour remplacer Néguib ? Seule, une équipe pro-anglaise, lui conserverait les bénéfices de l'opération... Mais qui ne voit que, dans ce drame, le communisme sera le grand profiteur de ce conflit ?

Le jeu Anglais, très subtil, et comme toujours égoïste, est un jeu infiniment dangereux, qui consiste à saper toutes les influences étrangères au Moyen-Orient, pour y conserver sa prééminence.

Ce faisant, elle est souvent un auxiliaire précieux pour l'U.R.S.S., qui se contente d'exploiter ses dissentiments avec l'Amérique pour faire une brèche par laquelle l'idéologie communiste n'a guère de mal à s'infiltrer en Orient.

POURQUOI L'AMERIQUE EST AVEC MAC CARTHY

L'offensive de toute la presse qui est ouvertement ou sournoisement (comme *Le Monde*) du côté du Front Populaire se développe de plus en plus contre le sénateur Mac Carthy. En Angleterre aussi bien qu'en France. Les rooseveltiens aux Etats-Unis font chorus. Et il est évident que beaucoup de gens se sentent menacés, si la sympathie « désintéressée » pour la gauche ne permet plus de faire carrière et si l'on se met à parler de choses aussi étranges que de loyalisme à l'égard du gouvernement.

Un article de la célèbre journaliste Rébecca West, dans le *Sunday Times* du 5 avril dernier, met au point à ce propos, un certain nombre de faits, souvent inconnus en Europe.

Le public s'imagine trop volontiers que les « victimes » de Mac Carthy sont de pauvres fonctionnaires naïfs ou sentimentaux que de très légitimes sympathies politiques amènent à comparaître un jour d evant un aréopage d'ogres, avec accompagnement de vociférations, de télévision, de sunlight et de caméras. La réalité est toute autre. Le parti communiste américain ne peut en rien être comparé à un parti « légal » comme le parti communiste français. Il en est encore, ou déjà, à la phase de la clandestinité et de la violence. Son activité principale, ou du moins l'activité principale d'un certain nombre d'émissaires soviétiques est l'espionnage, et l'espionnage le plus grave, comme l'ont prouvé un certain nombre d'affaires retentissantes. Mais aussi, les méthodes, l'action du parti communiste ne sont pas du tout comparables à ce qu'elles sont en France.

⁂

Rébecca West rappelle, en particulier, les actes de violence commis contre les syndicalistes anti-communistes, les expéditions punitives sur des magasins ou des entreprises saccagées par des groupes spécialement entraînés, la caisse noire instituée à New-York pour financer ces coups de main, la tentative d'attentat de 1948 contre Walter Reuther, président du syndicat des travailleurs de l'automobile.

Elle mentionne également les affaires graves, peu connues ou mal connues en France. Par exemple, la participation des communistes américains au meurtre de Trotsky, et notamment le rôle d'intermédiaire joué par le supérieur hiérarchique d'Elisabeth Bentley pour introduire auprès de Trotsky son futur meurtrier, événements racontés par Elisabeth Bentley dans son livre *Out of Bondage* et vérifiés par une enquête du Sénat en 1950 sur « les complicités américaines dans l'assassinat de Trotsky ». Elle mentionne encore l'action du réseau de crypto-communistes américains (en partie des universitaires), qui organisèrent une tentative d'évasion du meurtrier de Trotsky (toujours d'après la même enquête).

Entre autres faits inconnus ou peu connus du public européen, signalons encore les actes de violence contre les syndicalistes qui quittent les organisations communistes, et aussi des actes plus graves comme la mort mystérieuse de l'ingénieur Raymond Kaplan, maquillée en suicide, dont l'article de Rébecca West donne un récit circonstancié. De même encore, la franc-maçonnerie communiste et crypto-communiste qui procure systématiquement des places et des avancements substentiel dans l'administration ou les syndicats.

⁂

On comprend, à parcourir cette documentation, que la question du Mac-Carthysme n'est pas si simple. Les « victimes » de Mac Carthy ne sont pas des agneaux bêlants poursuivis par leurs opinions. La vie politique américaine n'est pa semblable à la nôtre. L'intimidation, le racket, le gang

y jouent toujours leur rôle. Avant de parler de « Mac-Carthysme », essayons de comprendre la situation particulière des Américains. Nous nous étonnerons peut-être un peu moins de la popularité du sénateur Mac Carthy.

SIX COMPLOTS MILITAIRES ONT EU LIEU CONTRE HITLER

Une histoire de l'armée allemande, en préparation chez l'éditeur anglais Macmillan, et due à un spécialiste anglais connu, John Wheeler-Bennett, retrace l'histoire des attentats manqués contre Hitler. On y trouve pour la première fois, des détails curieux sur deux attentats très peu connus, celui de von Tresckow à Smolensk et celui d'Axel von dom Bussche à Zossen, désignés respectivement dans le livre anglais sous les noms *d'opération Flash* et *opération overcoat*.

⁂

Le premier eut lieu le 13 mars 1943, lors d'une visite d'Hitler sur le front russe. Il fut accompli avec la complicité de Canaris qu'on retrouve toujours dans ce genre d'affaires et celle du maréchal von Kluge. Une bombe à retardement fut confiée par ruse à l'un des officiers qui accompagnaient Hitler dans l'avion du retour. Mais le détonateur ne fonctionna pas.

Quatre autres attentats auraient été préparés après cette date sans pouvoir être menés à bien. La complicité de Canaris et du groupe de généraux exécutés après le 20 juillet se retrouve dans toutes ces tentatives.

⁂

Le complot d'Axel von dom Bussche fut préparé pour novembre 1943. L'auteur de l'attentat était un jeune officier qui devait présenter devant Hitler un nouveau modèle de capote. Il mit des grenades dans ses poches avec l'intention de se faire sauter quand le Führer s'approcherait de lui, mais une alerte aérienne interrompit la démonstration.

Le dernier complot fut celui du 20 juillet, qui amena la destruction de l'organisation.

⁂

Le livre de Wheeler-Bennett n'éclaire pas, croyons-nous, une question qui reste très importante : les officiers qui ont organisé ces attentats agissaient-ils seuls ou en liaison avec les puissances alliées ? Pour Canaris, le problème est à peu près résolu. Mais les autres furent-ils des instruments de Canaris ou des complices conscients ?

L'opiniâtreté avec laquelle furent poursuivies ces tentatives pose une autre question. Notre doctrine juridique et militaire est-elle toujours ce qu'elle fut au temps du procès de Nuremberg, et considérons-nous comme normal et comme parfaitement louable qu'un chef d'Etat, commandant suprême de l'armée, soit l'objet d'un complot tous les deux mois de la part des bureaux de l'Etat-major ? Il est difficile de croire que des hommes d'Etat et des responsables militaires sérieux aient l'intention d'ériger en exemple la conjuration perpétuelle et d'en faire une doctrine officielle.

LA POLICE PREPARE LES ELECTIONS ALLEMANDES

La préparation des élections continue en Allemagne, avec des résultats inégaux.

L'affaire Naumann ne rend pas tout ce qu'on en attendait. Les « tonnes » de documents saisis semblent se réduire en dernière analyse à des paquets de journaux. On a saisi un carnet et capté des notes d'écoute téléphonique. Ce butin n'est pas si bon qu'il en a l'air. Il y a sur le carnet des noms qu'on aurait préféré ne pas trouver. Celà en fait une pièce d'un maniement difficile. Quant aux notes d'écoute, on prête aux avocats de Naumann l'intention d'interroger la Cour Constitutionnelle sur la validité d'un tel témoignage. Aux dernières nouvelles, le ministère de l'Intérieur hésiterait fort à s'en servir.

A noter que tout cela ne prouve en aucune manière, semble-t-il, la consistance de l'intention de complot retenue à l'égard de l'inculpé. Mais, pendant ce temps-là, Naumann est toujours en prison, Middelhauve et l'aide radicale de F.D.P. sont toujours en difficulté : c'est ce qu'on appelle une victoire sur l'opposition parlementaire.

***

Sur d'autres fronts, la politique de pilonnage électoral continue. Les dissolutions, interdictions et procès se poursuivent. Après la dissolution du groupe d'Ervin Schœrn born à Berlin, visé pour avoir protesté contre le paiement de réparations à l'Etat d'Israël, c'est aujourd'hui la *Deutsche Gemeinschaft* de Priester-Hausleiter qui est interdite en Basse-Saxe, Hesse et Rhénanie-Westphalie, c'est-à-dire dans tous les länder où ses candidats étaient en bonne position. Cette décision arbitraire a été attaquée devant la Cour Constitutionnelle. Un communiqué du mouvement dissous dit avec raison : « Dans un Etat respectueux du droit et dans une démocratie honnête, de telles décisions d'interdiction devraient être immédiatement rapportées, d'autant plus qu'elles nous donnent le droit, si elles sont maintenues, de contester la validité des élections au Bundestag ».

Il est évident, en effet, que cette action électorale policière, si elle obtient quelques déplacements du nombre des voix par le harcèlement et la désorganisation de l'opposition, ne les obtient qu'au détriment de l'autorité du futur gouvernement. L'opposition brimée ne manquera pas de dire que le pays n'a pas été loyalement consulté, que sa représentation est faussée et que les décisions du gouvernement ne peuvent, dans ces conditions, engager le peuple allemand. Il n'est peut-être pas très intelligent de s'exposer à ces reproches dans les circonstances actuelles et dans celles qui vont survenir.

DIALOGUE DE L'ECRIVAIN ET DE L'ACADEMICIEN-COMTE

L'écrivain allemand Friedrich Sieburg a publié récemment sur la France un jugement sévère, mais, malheu-

reusement sur bon nombre de points, assez juste. L'académicien-comte Robert d'Harcourt lui a répondu dans *Carrefour* par une lettre ridicule, singeant le ton du grand siècle. Rappelons à l'académicien-comte, spécialiste de la rééducation des Allemands, que si la population française a souffert de l'occupation allemande, les Allemands peuvent nous reprocher de leur côté, des centaines de cas de massacre de blessés ou prisonniers désarmés, des tortures, des exécutions d'otages, des viols par centaines, six cents milliards de pillage de biens allemands, la misère physiologique de trois cent mille prisonniers de guerre dont on fut obligé de nous retirer la garde, la détention abusive, sept ans après la fin des hostilités, de soldats accusés de crimes qu'on n'arrive pas à prouver. Si la réconciliation franco-allemande exige des Français qu'ils éteignent en eux beaucoup de rancunes, essayons de nous rendre compte que les Allemands ont aussi beaucoup à oublier de nos exploits récents. Cette tâche politique absolument nécessaire à nos deux peuples demande de part et d'autre du courage. Elle demande aussi du sang-froid et du bon sens. Les phrases vengeresses et talon-rouge de monsieur l'académicien-comte ne servent à rien, pas même à la vente de *Carrefour*. Si elles découragent et blessent ceux qui, en Allemagne, s'obstinent à défendre la cause de la France, qui, après tout, n'est pas, de l'autre côté du Rhin, une déesse universellement adorée.

DE MENDES-FRANCE A MENDES-LONDRES

La déclaration de M. Paul Reynaud était brillante, sa proposition de ministère perpétuel fort raisonnable : elle n'avait qu'un tort, c'était d'être liée à la personne de M. Paul Reynaud. On le lui fit bien voir.

La déclaration de M. Mendès-France était plus inquiétante. M. Mendès-France était le candidat de tous ceux qui songent à un nouveau Front Populaire, tout en croyant l'entreprise un peu prématurée. Ses positions nous renseignent sur la ligne politique vraisemblable d'un Front Populaire, appelé pudiquement pour la circonstance, majorité de centre-gauche.

Or, deux passages, peu cités, de sa déclaration sont assez symptomatiques. Le premier concerne l'Indochine. M. Mendès-France veut négocier. Du train dont nous allons, ce sera peut-être inévitable un jour ou l'autre. Mais pourquoi M. Mendès-France veut-il négocier ? Parce que, dit-il, il faut choisir. Ce qui va en Indochine « c'est autant qui est retiré à l'Europe ». Parfait. Et aussitôt après : « C'est là un choix. Est-ce le bon ? *Beaucoup de patriotes s'interrogent qui redoutent qu'un jour la force militaire allemande, une fois de plus, surclasse la nôtre.* » Ainsi, nous sommes avertis. Dans l'esprit de M. Mendès-France, dans l'esprit du Front Populaire, c'est pour rivaliser avec l'Allemagne que nous allons abandonner l'Indochine. C'est pour avoir nos troupes en Eu-

rope, *contre le danger allemand,* que nous allons les faire revenir du Tonkin. C'est-à-dire que nous allons traiter en Indochine, non pas par raison et prudence, pour rester et conserver, pour sauver ce qui peut être sauvé, mais par peur d'une ombre, l'ombre allemande sur la carte d'Europe. C'est assez inimaginable, et cela en dit long.

Autre passage significatif. C'est le couplet sur l'Angleterre. « *Chaque jour, sur chaque projet, sur chaque décision , laFrance et l'Angleterre devraient se concerter et, autant que possible s'associer.* » Magnifique, dans la bouche d'un futur Président du Conseil, qui ne peut ignorer en combien de domaines les intérêts anglais ont toujours été et sont encore opposés aux intérêts français et aux intérêts européens. Magnifique et révélateur, car, au bout de ce rêve, il y a l'alignement inconditionnel de la politique française sur la politique anglaise — cher à Guy Mollet — y compris, sans doute, lorsque l'Angleterre s'oppose presque ouvertement aux U.S.A., et plus loin encore, il y a le projet Paul Reynaud de 1940, cher à bien des cœurs inquiets (et plus encore à bien des portefeuilles inquiets), celui de la citoyenneté commune, qui, dans les circonstances présentes, revient purement et simplement à l'annexion de la France par l'Angleterre.

Leçons précieuses, en tous cas, pour qui veut savoir où l'on nous mène. Doucement, mais savamment.

Bilan de l'Entente Cordiale

L'hystérie anglophile a atteint le niveau prévu au moment du couronnement. Des millions de français qui gémissent tous les jours du prix du beurre et du beafsteak se sont réjouis des fastes de la grande nation amie, sans réfléchir un seul instant que c'était grâce à elle que nous payons si cher le beafsteak et le beurre.

Il n'est pas difficile pourtant de vérifier que cinquante ans d'amitié franco-anglaise, c'est-à-dire de politique française docilement alignée sur la politique anglaise, se traduisent pour nous par deux guerres inutiles et par le résultat financier suivant : *en* 1907, *une livre sterling valait* 25 *francs, en* 1953, *une livre sterling vaut* 1.000 *fr. c'est-à-dire* 40 *fois plus.*

Supposez qu'un Anglais et un Français, le jour où fut employé, pour la première fois l'expression célèbre « d'entente cordiale », ait mis dans un coffre, le premier 40 livres sterling et le second 1.000 fr. deux sommes alors équivalentes. Si les deux hommes s'étaient endormis comme les marmitons de la Belle-au-Bois-Dormant, ils se réveilleraient aujourd'hui, ayant l'un 40.000 francs de notre monnaie, et le second un humble et honnête billet de 1.000 francs. Voilà le résultat d'un demi-siècle d'entente cordiale et, il faut le dire aussi, de démocratie parlementaire.

Cela prouve que les Anglais n'ont pas mal placé l'argent qu'ils ont dépensé à acheter nos journaux et nos hommes politiques.

L'AMERIQUE CONTRE ROOSEVELT

L'administration américaine mérite plus d'attention que ne lui en accorde la presse française. Une lutte âpre et sournoise se poursuit toujours entre les républicains qui veulent qu'il y ait quelque chose de changé et les rooseveltiens qui cherchent à saboter l'orientation nouvelle de la politique américaine. Aussi, tout ce qui se passe au Département d'Etat, et notamment la politique des nominations, est-il très soigneusement suivi par la presse américaine. Ce n'est pas un hasard si Mac Carthy est l'homme le plus populaire des Etats-Unis. L'opinion reconnaît en lui sa volonté de ne pas se laisser berner.

Toute une partie des sénateurs républicains demande, à cet égard, une politique plus énergique. Le sénateur Karl Mundt vient de mener une violente offensive dans ce sens. Il s'était donné la peine d'établir la liste du personnel du Département d'Etat. Il constatc avec étonnement que cette liste était presque analogue à celle de l'an dernier, et que les crypto-communistes mis en place par Acheson avaient gardé leurs fauteuils. On lui répondit qu'on ne pouvait pas se passer de spécialistes. Il sortit un livre d'un savant professeur du Wisconsin qui montrait que ce scrupule n'avait pas arrêté Roosevelt et que les « spécialistes » du Département d'Etat avaient en moyenne moins de 5 ans de service. Il cita aussi les noms d'un certain nombre de fonctionnaires subalternes du 2° Bureau américain. On s'aperçut alors qu'il y avait là beaucoup de Rosenfeld et de Blumstin dont l'anticommunisme est de très fraîche date, et qui ont commencé par accueillir le régime soviétique avec une hystérique allégresse. Pour ceux qui savent le nombre de Rosenfeld et de Blumstein qui ont été condamnés depuis trois ou quatre ans pour espionnage au profit des Soviets, cette constatation n'est pas rassurante. Jamais le balai énergique du sénateur Mac Carthy n'a été plus nécessaire.

⁂

Cette paresse de l'administration vient en partie des dispositions incertaines et hésitantes d'Eisenhower. On pu s'en rendre compte dans la nomination de Bohlen comme ambassadeur à Moscou. Mais, l'affaire Bohlen, sur laquelle la grande presse nous

a renseignés, n'est pas la seule. Nous avons mentionné dans un précédent numéro, les attaques violentes qu'avaient provoquées la nomination de Bedell Smith à la tête du Service de Renseignements. Un autre très important collaborateur d'Eisenhower est également assez discuté. Ce n'est rien moins que le gouverneur Sherman Adams qui est « Assistant Président », poste sans équivalent en France et qu'on peut regarder comme une sorte de secrétaire général du cabinet présidentiel. Ce poste-clef, d'où il est facile de contrôler toutes les nominations, est occupé par un homme dont la femme est une rooseveltienne et une mondialiste convaincue. On rejette sur elle la responsabilité de certaines nominations étranges ou suspectes patronnées par Sherman Adams.

Il ne faut pas oublier non plus qu'Anna Rosenberg, sans avoir la position qu'elle avait autrefois, a gardé un poste au Département d'Etat ; que le vieux Baruch est aussi une personnalité très influente ; que le rabbin Abba Hillel Silver, grand admirateur des Soviets, qui refusait de croire à l'antisémitisme de Moscou au moment de l'arrestation des médecins juifs, est resté en relations avec Taft et Eisenhower. Ainsi s'exercent sur Eisenhower un système d'influences contradictoires qui ne le prédisposent pas, évidemment, à la résolution qu'il faut avoir pour nettoyer une bonne fois les écuries d'Augias.

⁂

Ajoutons que, même lorsqu'ils sont très décidés à agir, les hommes qui sont nouveaux-venus dans des postes politiques importants sont parfois désorientés et paralysés. C'est le cas de l'excellent sous-secrétaire d'Etat à l'Administration, Donald Lourie. Grand organisateur lorsqu'il s'agit d'affaires — il est directeur de Quaker oats — Donald Lourie est moins expérimenté devant les intrigues politiques. Il s'est laissé entourer par des aides de camp qui sortent directement du cabinet d'Acheson. Ces éminents « spécialistes » des questions administratives étaient, pendant la campagne, d'actifs supporters de Stevenson. Cela prête déjà à sourire. Mais ils sont restés, depuis, des agents attentifs qui rapportent docilement au Quartier Général Démocrate tout ce qui se prépare chez Donald Lourie et aident à mijoter les manœuvres qu'on peut y opposer. Il n'est pas très étonnant, dès lors, que le travail du Secrétaire d'Etat n'avance pas beaucoup.

Dulles garde dans les milieux républicains une grande autorité. Il passe même pour un « grand » Secrétaire d'Etat, et on le préfère, en tous cas, à Dewey qui serait le successeur possible. Mais on trouve que son entourage est parfois mal choisi et que le nettoyage des rooseveltiens ne se fait pas assez vite. Eisenhower comprendra-t-il assez tôt qu'il doit épauler sans réserves la politique de Mac Carthy ? De cette question dépend peut-être l'unité du parti républicain et l'orientation de la politique républicaine.

⁂

Le général FELLERS et la stratégie périphérique



Le livre classique sur l'aviation aux Etats-Unis était, jusqu'à présent, celui du major Seversky, *Airpower key to survival* (*La puissance aérienne, clef de la victoire*), paru en 1950. Mais les événements vont vite dans ce domaine, et la guerre de Corée ainsi que les renseignements venus de Russie ont déjà fourni beaucoup d'éléments nouveaux.

Un livre récent, celui du général Fellers, *Wings for peace* (*L'aviation, secret de la paix*), paru récemment à Chicago (H. Regnery, ed.) expose — sans optimisme — les données nouvelles du problème aérien et leurs conséquences stratégiques.

Les Soviets disposent aujourd'hui d'une formidable puissance aérienne. Selon l'auteur, celle-ci surclasse nettement en nombre les forces aériennes des U.S.A., et même si les plans actuellement en cours étaient réalisés, la puissance d'attaque de la Russie dans l'ordre aéronautique resterait encore très supérieure à celle des Etats-Unis. (Cette allégation ne concorde pas exactement avec les chiffres connus qui, en général, admettent une supériorité russe pour l'aviation tactique compensée par une supériorité américaine pour l'aviation stratégique). En outre, les services de renseignements américains ont reconnu que l'U.R.S.S. n'était plus un pays mal outillé ou pauvre en techniciens, mais qu'elle a été capable de développer une puissante production aéronautique, et notamment, qu'elle peut équiper de grands bombardiers à long rayon d'action capables d'aller attaquer les centres industriels américains. Enfin, la connaissance du grand réseau de bases polaires servant d'aire de départ pour l'aviation stratégique russe a montré aux Américains la gravité de la menace qui pèse directement sur quatorze des plus grands centres industriels américains situés dans le proche rayon d'action des bombardiers soviétiques.

***

De cet ensemble de données, le général Fellers déduit que le N.A.T.O. a commis une erreur en négligeant le point de vue du commandement aérien américain et en consacrant des sommes énormes au développement des forces terrestres au détriment de l'aviation américaine. Il oppose à cette politique du N.A.T.O. la stratégie britannique qui mise principalement sur un effort intensif pour recouvrer sa supériorité aérienne. Il estime, en conclusion, qu'il sera impossible aux Américains de financer perpétuellement un effort égal sur terre, sur mer et dans les airs, sans menacer gravement toute leur économie, et il invite le N.A.T.O. à faire porter le poids des investissements principaux sur la constitution d'une aviation mortelle pour l'adversaire et capable par sa seule présence, de l'intimider suffisamment pour assurer la paix.

⁂

On retrouve là, une fois de plus, les thèses de la stratégie périphérique, qui impliquent l'abandon de l'Europe continentale et sa défense par les deux môles de l'Angleterre et de l'Espagne, commandant les voies de pénétration maritime, Baltique et Méditerranée. Cette stratégie de flanquement, déjà expliquée ici (cf. *Défense de l'Occident* n° 1) illustre bien la conception industrielle que les Américains se font de la guerre. Mais, en définitive, elle accepte l'abandon de l'Europe, grave faute psychologique et économique, et elle néglige cette évidence que la victoire consiste finalement à occuper le terrain. En réalité, de telles idées qui rencontrent de plus en plus de faveur aux Etats-Unis, n'ont une valeur réelle que s'il existe une Europe indépendante, équipée d'une forte armée continentale et capable de verrouiller la presqu'île européenne, soit en la tenant en dehors des hostilités, ce qui serait de beaucoup la solution la plus heureuse, soit en la couvrant en coopération avec les forces de flanquement si les pays européens étaient entraînés de force dans une guerre dont ils ne veulent pas. Ces conceptions ouvrent pour nous des perspectives auxquelles il est impossible de rester indifférent. Elles ont, notamment, d'importantes conséquences politiques. La stratégie périphérique implique un « désintéressement » de l'Europe qui gagne du terrain aux Etats-Unis. Cette position est dangereuse si elle est réalisée trop tôt, quand rien n'existe encore en Europe. Mais si elle consiste à laisser à elle-même une armée européenne bien outillée et équipée et une Europe mise en état de se défendre, à la laisser à elle-même et à la couvrir seulement par un flanquement proche en cas de danger, n'est-ce pas, après tout, une situation plus favorable pour nous que la solution actuelle du N.A.T.O. qui nous précipiterait la tête la première dans une guerre, comme formation européenne de l'armée atlantique, sans avoir même des moyens de nous protéger contre l'invasion ?

■■■■■■■■■■■■■

Etudes et Tribune libre

Les Soviets ont-ils le plus puissant cuirassé du monde ?

Pendant la guerre, les techniciens russes avaient eu l'occasion de constater l'importance de la puissance navale anglaise et américaine, et cela les poussa, une fois la guerre finie, à appliquer un plan de modernisation analogue à celui qu'ils approuvèrent pour l'aviation. De nombreux techniciens de la marine allemande avaient été faits prisonniers, d'autres furent recrutés dans les chantiers démantelés par les alliés occidentaux. Dans les laboratoires de Nordhausen, les Russes avaient trouvé tous les plans de construction relatifs aux nouveaux submersibles. Parmi les dossiers, se trouvait aussi le dessin d'un grand navire, tracé par un technicien pendant une pause et qui n'avait pu être réalisé parce qu'aucun chantier n'était outillé pour cette construction mastodontesque.

L'état-major russe ne resta pas indifférent à la découverte. Peu de mois après la découverte du dessin, le plan de construction du navire était approuvé. Comme en Union Soviétique non plus on ne disposait pas d'un chantier adéquat, on décida la démolition de quartiers populaires entiers, à Cronstadt près de Leningrad, sur les décombres desquels surgit ensuite le grand chantier F.U.S., à l'achèvement duquel participèrent des milliers de prisonniers. En 1947, et plus précisément le jour de l'anniversaire de la révolution d'octobre, fut commencée la construction du navire, terminée en 1950. Le 1er mai de cette année-là, le maréchal Staline, à bord du navire à peine lancé, assista à la plus grande parade de la marine de guerre. Naturellement, le navire fut baptisé « Grand Amiral Staline ». La construction s'effectua dans le plus grand secret, le chantier de Cronstadt était surveillé jour et nuit par des contingents de l'Armée Rouge, tandis qu'à l'intérieur du chantier des agents de la M.V.D. étaient chargés de surveiller les ouvriers et les techniciens.

Nous devons ces révélations à l'ingénieur H.L. — nous devons taire son nom pour des motifs faciles à comprendre — qui s'est enfui au début de mai de l'Allemagne orientale, où il était employé dans un grand chantier naval.

⁂

Par sa forme extérieure l'unité soviétique ressemble à l'ancien paquebot allemand « Bremen ». Il a une longueur de 933 mètres et une largeur de 87. Il dispose de trois systèmes de propulsion : un à turbine, un à Diesel et un troisième à pression sous-marine, nouvelle invention soviétique tirée des découvertes allemandes. En mettant en activité les trois systèmes, le navire peut atteindre la vitesse remarquable d'environ 60 kilomètres à l'heure, un vrai record.

Sur le pont sont installées 13 « cheminées », dont six, innovation véritablement sensationnelle, servent à lancer des projectiles, en forme de disque, guidés par radio ; le navire peut emporter 6.000 de ces projectiles. Il peut transporter aussi 5.000 soldats, indépendamment de l'équipage.

Une autre caractéristique du navire est constituée par un double blindage, dans les intervalles duquel a été coulée une matière isolante spéciale. Le dépôt des munitions et des projectiles est protégé par une troisième couche isolante. Pour parer à un éventuel accident analogue à celui qui causa la perte du « Bismarck », coulé parce qu'il fut immobilisé par la destruction de son gouvernail, le navire russe porte à bord deux gouvernails de réserve qui peuvent être mis en service automatiquement.

Les renseignements concernant les projectiles sont particulièrement intéressants. L'ingénieur H. L. assure qu'ils ont la forme des soucoupes volantes, dont on a tant parlé, et leur dépôt se trouverait dans l'île de Nouvelle-Zemble, d'où, après les premières expériences, on les aurait fait partir en direction de la Norvège, de la Suède et des Etat-Unis. A ce sujet, l'informateur allemand a pu apporter une preuve photographique. Les experts allemands et américains ont toutefois été très réservées dans leurs commentaires en ce qui concerne les soi-disant « soucoupes volantes », mais par contre, ils ont reconnu que les dimensions et les innovations techniques du navire constituent une grosse surprise.

⁂

Les Etat-Unis, indubitablement à l'avant-garde en matière de marine de guerre, n'ont pas encore pu lancer d'unité navale pouvant atteindre une vitesse horaire de 60 kms et capable de transporter 5.000 soldats avec tout leur équipement. Non parce qu'ils n'en ont pas les moyens, mais parce qu'ils ne disposent pas d'un chantier capable de construire le carénage d'une telle construction.

Le fait que la masse du navire constitue une cible facile tant pour les sous-marins que pour l'aviation est indéniable, et, apparemment, représente un point défavorable. Toutefois, il ne faut pas oublier son cuirassement, les matières isolantes spéciales et les projectiles téléguidés au moyen desquels le navire peut se défendre contre les sous-marins ainsi que contre les avions. Les assaillants devront se tenir sur leurs gardes et ne pas trop s'approcher de la cible « facile », s'ils ne veulent pas être détruits par les moyens défensifs dont dispose le navire soviétique.

L'ingénieur H. L. affirme encore que, durant des exercices effectués dans les mers du nord, les russes avaient pu constater la quasi invulnérabilité de l'unité. Naturellement, chaque navire a un point vulnérable, mais il sera difficile de le toucher, parce que sa grande vitesse permettra au navire de se soustraire aisément aux attaques dangereuses.

Ajoutons, enfin, que Malenkof, pour ne pas rester inférieur aux initiatives de Staline, a déjà appelé à Moscou les meilleurs techniciens allemands et russes et leur a demandé d'étudier la possibilité de construire un navire encore plus grand et plus puissant.

(*Secolo d'Italia,* Rome)

■■■■■■■■■■

L'UNITE DE LA LITTERATURE EUROPEENNE

Que la littérature européenne puise son inspiration à des sources communes à tous les grands écrivains de notre continent et que les divers courants de pensée qui l'ont traversée ont franchi régulièrement les frontières pour s'éployer sur un plan international, c'est ce qu'enseignent les manuels de littérature. Spécialement avant la rupture romantique, quelle étonnante unité ne présentait pas la littérature européenne ! N'y trouve-t-on pas la preuve péremptoire que la sensibilité poétique, le choix des thèmes, la conception de la forme, la démarche de l'esprit, le mode d'investigation psychologique, tout ce qui caractérise enfin la littérature qui a fleuri depuis des siècles sur notre continent, est un bien commun des peuples européens ? Et non seulement de nombreux peuples ont coopéré à la constitution de ce capital cultu-

rel, mais encore l'apport de chacun d'eux fut toujours le fruit, lentement mûri, d'influences étrangères se combinant avec le génie national et les créations individuelles. Un écrivain de qualité enrichit la littérature européenne par son apport personnel, mais il s'enrichit lui-même en puisant dans le patrimoine commun. Il ne fait ainsi que rendre avec intérêts ce qu'il a emprunté à d'autres et ces intérêts seront fructifiés à leur tour par un autre poète, qu'il vécût à mille kilomètres de distance ou qu'il naquît cent ans plus tard.

***

Lorsqu'on étudie les œuvres les plus marquantes qui ont été écrites depuis un demi-millénaire dans les cinq ou six principales langues européennes, on constate qu'aucune d'elles n'est entièrement indépendante de quelque œuvre précédente et qu'il n'existe guère d'écrivain qui ne se soit inspiré, consciemment ou non, d'une idée, d'un thème, d'un genre littéraire, d'une manière de penser ou de sentir qu'un autre écrivain eut avant lui. Cette interdépendance entre les œuvres va si loin qu'il serait bien difficile de découvrir un auteur entièrement original, je veux dire un auteur qui ne devrait rien à personne et qui aurait trouvé exclusivement en lui-même tout ce qu'il est supposé avoir créé. En littérature, l'autarcie est impossible. Il semble même que, plus un écrivain est grand, plus il a puisé chez les autres. Et c'est précisément cette inspiration extérieure, ces influences, ces emprunts à des sources étrangères qui font qu'aucune littérature nationale n'est entièrement autonome, chacune devant aux écrivains étrangers — c'est-à-dire au fonds commun de la culture européenne — autant qu'elle doit à son propre génie.

Chose curieuse, s'il est arrivé souvent que de petits écrivains aient pris à des grands auteurs, il est arrivé presque aussi souvent que de grands aient fait des emprunts à des petits. Le grand poète Petöffi ne s'est-il pas nourri du petit versificateur Béranger? Shakespeare et Gœthe n'ont-ils pas emprunté à des littérateurs plus ou moins oubliés aujourd'hui ? Schopenhauer, qui était aussi un écrivain éminent, n'a-t-il pas émaillé ses ouvrages de pensées extraites d'innombrables ouvrages, les citations dans son œuvre tenant une place considérable ? Jean-Paul (Richter) n'écrivait-il pas à l'aide de milliers de fiches qu'il avait accoutumé de rédiger au cours de ses lectures ? Victor Hugo n'a-t-il pas « pillé » où il lui plut de le faire ? En vérité, on peut se demander si le génie n'est pas la faculté qui est donnée à un homme de « recréer » d'une manière toute nouvelle ce que d'autres ont mal exprimé avant lui. Paul Valéry a écrit à ce propos ces mots si justes : «Rien de plus original, rien de plus *soi* que de se nourrir des autres. Mais il faut les digérer. Le lion est fait de mouton assimilé ». Ecrire, ce fut fréquemment pour les grands écrivains, prendre à autrui et transformer. D'autres se contentent simplement de traduire...

Il faudrait un long ouvrage pour déméler les fils spirituels

ténus et innombrables qui relient entre eux les grands écrivains de l'Europe. Tentons cependant, tout en sachant bien que nous serons fort incomplet, de déceler quelques-unes des influences que, de tous les temps, les gens de lettres ont exercées les uns sur les autres, de façon à montrer — par le désordre et par l'impromptu même de notre esquisse — à quel point les écrivains universellement connus ont été dépendants entre eux, à quel point leurs œuvres s'inspirent les unes des autres, se font suite et se situent non pas en marge de l'évolution de la littérature européenne, mais dans un ensemble homogène et indissociable qui est précisément le capital littéraire de notre continent.

Le roman de chevalerie fut essentiellement européen, car la littérature, au Moyen-Age, fut écrite en un langage commun. Les thèmes, l'esprit, la forme en étaient vraiment internationaux. La littérature était une et indivisible. Ainsi la légende de Tristan et d'Isolde, écrite par un trouvère français du nom de Béral, devint un sujet pour Gottfried de Strasbourg comme pour Wagner. Chrétien de Troyes et Wolfram von Eschenbach écrivirent, l'un un *Perceval* et l'autre un *Parzival*. En ces heureux temps, les légendes n'étaient pas un bien « national » parce qu'il n'y avait pas de nations. Et c'est pourquoi, contrairement à ce qu'on croit couramment en France et en Allemagne, la *Chanson de Roland* n'est pas plus « française » que les *Niebelungen* ne sont « allemands ». De même les contes de fées sont une propriété européenne qui n'appartient en propre à aucun peuple et dont les illustrateurs furent aussi bien le Français Perrault que l'Allemand Grimm ou que le Danois Andersen. Le thème de Faust n'est-il pas autant à Marlowe et à Byron (*Manfred*) qu'à Gœthe ou à Nicolaus von Lenau ?

Quand on examine les correspondances qui existent entre les écrivains de la période qui s'inscrit entre le Moyen-Age et l'époque moderne, on voit que l'Arioste a agi sur le Tasse, lequel, à son tour, a agi sur Lope de Vega. On voit aussi que Montaigne a exercé une action sur Pascal, Shakespeare et Bacon, et que Machiavel a influencé Marlowe, qui s'est imposé à Shakespeare. On constate ensuite que Corneille est peu concevable sans les drames espagnols et que Gongora a suscité les « précieuses » de Paris qu'a ridiculisées Molière, Molière qui doit tout, sauf son génie, à mille petits conteurs italiens et espagnols.

Comment citer toutes les sources d'inspiration de Shakespeare? Il a puisé dans l'antiquité romaine, il a puisé dans les mystères du Moyen-Age, il a puisé dans Rabelais, il a puisé dans Boccace. Mais où donc, comme Gœthe, n'a-t-il pas pris son bien ? En revanche, d'autres lui ont emprunté souvent ce qu'il avait de personnel. Ses drames, on le sait, ont servi de modèles à Schiller, il a fourni des types à Balzac, Renan lui a pris son Caliban et Leopardi quelques thèmes. Quant à Hugo, il lui a dressé un autel. Mais y-a-t-il beaucoup de dramaturges qui ne doivent rien à Shakespeare ? Même les comédies de Musset rappellent les siennes.

Elargissons un peu notre horizon historique. Après que Descartes eut été le professeur de Christine de Suède, nous voyons Voltaire devenir courtisan de Frédéric II et Diderot bibliothécaire de la grande Catherine. Nous voyons Leibniz, Frédéric II, Gœthe, Heine, Rilke, George écrire en français et Kant composer des stances italiennes. Nous voyons Macpherson, sous le nom d'Ossian, influencer un demi-siècle de littérature européenne : Byron lui prend ses héros, Alfred de Vigny ses héroïnes, Gœthe s'en passionne, Napoléon en fait sa lecture favorite et Herder lui consacre un ouvrage. Nous voyons que Wieland fut le « Français » de la littérature allemande, tandis que Mme de Staël fut « l'Allemande » de la littérature française. Quelle bonne Européenne, soit dit en passant, que cette femme au grand cœur ! Certes, ce qu'elle écrivit nous paraît assez faible à présent, mais son grand mérite fut d'avoir tenté par son livre *De l'Allemagne* d'opérer une sorte de fusion des lettres françaises et allemandes. Mais cet ouvrage, qui donc l'inspira sinon A. W. Schlegel, Gœthe et Schiller ?

Jusqu'en 1870 environ, les écrivains allemands ont été inspirés par Voltaire, c'est-à-dire par la Raison, après par Jean-Jacques Rousseau, c'est-à-dire par le Sentiment. Il y a encore quelque chose de voltairien dans *Nathan der Weise*. Lessing fit des fables dans le style de La Fontaine et emprunta sa construction rationnelle aux écrivains français. Quant à Gœthe, ce qui fait de lui qu'il est un esprit européen, c'est aussi que sa liberté d'inspiration ne connut pas de frontières et qu'il cueillit les beaux fruits qui lui plurent dans tous les jardins voisins. Il allégorisa Byron et imita Dante, il emprunta à Spinoza son panthéisme, se pénétra d'hellénisme et se forma à l'esthétique italienne. Il s'inspira de Beaumarchais dans *Clavigo*, des œuvres du Tasse dans *Tasso*, de l'humour de Swift dans *Stella*, du suicide de Chatterton dans *Werther*, de la poésie d'Ossian... Il est peut être plus européen encore par ce qu'il prit que par ce qu'il donna.

⁂

Un Suisse, J.J. Rousseau, fut la source d'où naquit le grand fleuve romantique et la cataracte du *Sturm und Drang*. Les *Räber* de Schiller sont d'esprit rousseauien et il y a du Rousseau jusque chez Tolstoï. *Werther* est la réplique de la *Nouvelle Héloïse*, comme *Adolphe* de Benjamin Constant est la réplique de *Werther*. Car tout se tient dans la littérature européenne et rien n'y est isolé. Les deux thèmes romantiques : la liberté et la nature, c'est la philosophie de Schelling ; Schelling qui a produit Wordsworth et Coleridge, qui furent ainsi les premiers romantiques anglais. Le *Discours à la Nation Allemande* de Fichte se fonde sur la devise jacobine: « La liberté ou la mort » Lermontov et Pouchkine ne se conçoivent point sans le romantisme de Byron, et la mélancolie de Lamartine est celle de Wordsworth et de Keats. Après qu'il se fût nourri de Lucain, de Virgile, de Juvénal, d'Horace et de Tacite, Victor Hugo mit en scène

Cromwell, approuva les affirmations de Lessing, imita les romances espagnoles, copia, comme Manzoni et Sienkiewicz, le genre du roman historique cher à Walter Scott. Novalis réunit magiquement la philosophie de la nature, le « complexe de Béatrice » de Dante et « la fleur bleue » qui fleurit encore romantiquement dans l'âme allemande. Novalis, ce maître de Maeterlinck et ce précurseur du symbolisme français ! N'est-il pas remarquable que la plus grande poétesse française, Marceline Desbordes-Valmore et la plus grande poétesse allemande, Annette von Droste-Hülshoff, qui ont vécu à la même époque, ont tant de points communs entre elles ?

Plus près de nous, nous voyons que « l'homme supérieur » de Stendhal est un précurseur du surhomme nietzschéen, que Zola est créancier de George Eliot, que la *Lenore* de Bürger mène à Edgar Allan Poe, à Baudelaire, à Mallarmé et à Valéry, que Swinburne est l'élève de Beaudelaire, que Heine a appris le « Lied » à Verlaine ; qu'Ibsen fut le professeur de Hauptmann et de J. B. Shaw, qu'Oscar Wilde emprunta des sujets à Balzac, à Flaubert et à Andersen, que Maupassant est le père spirituel des nouvellistes américains, que Stefan Georg est nourri de Mallarmé, que la poésie moderne est due à un pur européen, Appollinaire, et que le surréalisme est le fils naturel du romantisme allemand.

Arrêtons-là cette énumération monotone et désordonnée. Combien d'autres exemples ne pourrait-on donner de l'unité de la littérature européenne ! Le lecteur n'en sera pas convaincu davantage si je lui rappelle que le Hongrois Petöffi a une dette envers l'Anglais Shelley et l'Allemand Heine, comme l'Ecossais Carlyle doit beaucoup au franconien Jean Paul. Sert-il à grand' chose de dire que le prince de la comédie dite « parisienne », au début de ce siècle, est le Polonais Alfred Savoir et que le prince du roman de la mer, en Angleterre, était un autre Polonais, Joseph Conrad ?

En vérité, qui pourrait en douter ? L'art d'observer, d'analyser et d'exprimer qui a pris naissance sur notre continent est soumis à des lois et à des concepts qui sont valables de l'Ecosse jusqu'en Roumanie et du Portugal en Russie. Il s'exprime en différentes langues et s'enrichit des diversités nationales, mais son âme est européenne et son génie est universel.

Paul C. BERGER



Tribune Libre

Héritier d'un passé ouvrier et créateur de son avenir, UN SOCIALISME NATIONAL SEULE ISSUE POUR LA CLASSE OUVRIERE

::::

Nous avons demandé à J.-C. Kremer, responsable à la propagande de mouvement national* Citadelle *d'exprimer pour nos lecteurs les idées de ses jeunes camarades ouvriers. J.-C. Kremer nous a adressé les pages suivantes qui résument la position de son groupe sur le problème ouvrier.

L'on peut penser que l'attitude actuelle de la classe ouvrière est contradictoire ; certaines grèves subissent des échecs retentissants, alors que d'autres atteignent le maximum d'ampleur, et cependant, la chose est simple : la classe ouvrière arrive à un tournant décisif de son évolution.

Depuis neuf ans, syndicats et partis d'un côté, patronat et Etat de l'autre, annoncent une stabilisation prochaine de l'économie et une amélioration des conditions ouvrières.

Les faits : les salaires (dans la métallurgie par exemple) sont au coefficient 13, le coût de la vie à 24. Depuis neuf ans, le gouvernement, ou plutôt les gouvernements successifs promettent logement, tavail pour tous, etc... : le chômage a augmenté (de 51 à 52, l'on compte 45 % d'augmentation parmi les chômeurs secourus ; nous devons, d'ailleurs, ajouter les chômeurs non secourus et les chômeurs partiels).

C'est cette crainte du chômage qui, de l'avis même de la bourgeoisie, peut maintenir la classe ouvrière dans une position passive. La férocité du capitalisme, grisé par l'augmentation croissante de ses revenus, le pousse à maintenir de plus en plus la classe ouvrière sous l'oppression afin d'éviter un élan libérateur ; c'est pourquoi elle encourage la division ouvrière, c'est pourquoi elle paie les diviseurs.

Mais la réaction n'est pas la seule à exploiter la classe ouvrière. Les partis se sont tous servi de cet excellente formule électorale : ...« pour assurer le triomphe du prolétariat... »

...« des conditions de vie décente à la classe ouvrière... » et tous les slogans du même genre qui, malheureusement, endorment encore une partie de l'opinion ouvrière.

La classe ouvrière boude de plus en plus les organismes politiques et si les syndicats comptent encore 6.400.000 syndiqués (répartis en gros de la façon suivante : C.G.T. : 3.550.000 ; C.F. T.C. : 1.800.000 ; C.G.T.-F.O. : 800.000 ; Indépendants et Autonomes : 300.000, chiffres de décembre 1949*) ils ont perdu de leur influence par leur dépendance politique ou idéologique

Un exemple concret : la grève contre l'arrestation des leaders « C.G.T. » demandée par le Syndicat rallie à peine les syndiqués Cégétistes et rencontre l'opposition des autres centrales.

Cependant, les travailleurs des autres centrales n'obéiront plus aux ordres et suivront la C.G.T. lorsque celle-ci déclenchera une grève revendicative.

D'un côté, échec total de la grève politique, et d'un autre, violente poussée d'unité syndicale pour un syndicalisme pur, débarrassé des influences politiques.

La classe ouvrière sait qu'elle n'a rien à attendre de l'Etat, qu'elle n'a rien à attendre des politiciens véreux, et elle sent nettement que ce sont ces derniers qui tirent les ficelles du syndicalisme.

L'on peut considérer que, si des manœuvres de couloirs empêchent l'unité ouvrière en haut, cette unité se réalisera par la base ou alors on verra des syndicats fantômes ne réussissant plus à imposer aucune autorité sur leurs adhérents et les perdant de plus en plus pour finalement disparaître.

Les partis et syndicats ont trahi ; la classe ouvrière va leur faire payer cette trahison en les laissant éclater d'eux-mêmes. Ils se sont appuyés sur elle, car ils avaient besoin d'elle et. sans elle, ne pouvaient réussir ; mais, ils n'ont pas joué franc jeu, ils l'ont trompée ; aussi, maintenant, la classe ouvrière délaissant le bloc communiste, seul actuellement à appuyer ses revendications, mais lui imposant en échange de travailler pour le nouveau tsar Malenkov, délaissant le capitalisme qui oppresse les travailleurs, mais qui se prétend leur seul défenseur contre le communisme envahisseur, ceux-ci ont tendance aujourd'hui à s'unir afin d'obtenir par leur bloc imposant le triomphe de leurs justes revendacations.

Mais là n'est pas le but unique de la classe ouvrière. Le triomphe des revendications ne figure que l'exigence immédiate. Le peuple voit plus loin. Il voit l'avenir qu'on lui a promis radieux et qu'il sait pouvoir réaliser. Il veut travailler pour cet avenir. Il sait fort bien que les progrès de la science et de la technique peuvent entraîner une amélioration sans cesse croissante du niveau de vie général de la population, alors qu'aujourd'hui, seuls bénéficient de ces progrès ceux qui possèdent et qui ont toujours soif de posséder plus... Le travailleur sait qu'il produit pour eux. Ils lui répondent : « Rappelez-vous, avant guerre, vous n'aviez pas les mêmes droits, les mêmes avantages. Nous vous avons

accordé la sécurité de l'emploi, la Sécurité Sociale, les congés payés, la semaine de 40 heures... » Cependant, le travailleur répondra qu'avant guerre sa femme bouclait le mois, que, lorsqu'il perdait un emploi, il en trouvait rapidement un autre et que, de toute façon, pour réussir à vivre (moins bien encore qu'à cette belle époque !...), il lui faut faire bien plus de 40 heures.

Ceux qui se sont servis de la classe ouvrière, ceux qui lui ont promis monts et merveilles ont toujours reculé l'échéance. Or, maintenant, ils sentent qu'ils sont à bout de souffle, à bout d'arguments. Et c'est pourquoi ils ont peur. Le chômage n'est qu'une faible garantie, car si, aujourd'hui, devant cette menace, les travailleurs se tiennent tranquilles, il est possible que demain la masse des chômeurs s'accroissant, les travailleurs sortent de leur passivité et risquent le tout pour le tout.

Cette révolution est maintenant inévitable. Toutes les manœuvres des ennemis de la classe ouvrière, réactionnaires, communistes et autres professionnels de la division, agents appointés des puissances financières ou espions à la solde du nouvel empire russe sont voués forcément à un échec.

Si le petit capital veut subsister, il a intérêt à ne pas s'opposer à cet élan victorieux, mais à aider la classe ouvrière à accéder au pouvoir.

Cependant la classe ouvrière ne peut constituer à elle seule l'élément vital et dirigeant d'un pays. De plus si elle peut, de par elle-même assurer le triomphe de ses revendications, une révolution ouvrière menée par la masse ne pourrait qu'entraîner des désordres sanglants, réprimés rapidement et aboutissant fatalement à un échec, à moins que le mouvement ne soit pris en mains par des hommes sans scrupules qui, combattant à la tête du peuple, pour leur seul profit personnel, l'oppresseront de nouveau une fois arrivés au pouvoir. Il faut à la classe ouvrière une avant-garde combattante et une ligne de combat.

La solution : Un front socialiste national qui groupera des camarades dévoués au peuple, intellectuels n'ayant cessé de combattre l'imposture et la trahison, n'ayant cessé de se pencher vers le peuple pour le défendre et l'appeler au combat; une avant-garde militante et active composée d'hommes venus de tous les points de l'arène politique avec le seul désir de balayer la corruption qu'ils avaient encouragée par leur silence et qui se sont groupés, ex-communistes ou ex-militants nationaux, pour conduire cette classe ouvrière que nous aimons et qui nous le rend en se groupant chaque jour plus nombreuse avec nous, pour le combat qui amènera le triomphe du socialisme-national, seule formule d'avenir.

J.-C. Kremer

Responsable à la Propagande du
Mouvement National Citadelle
Rédacteur et responsable de la page ouvrière
de « Fidélité »

Documents

La déposition de Bogolepov devant la Commission Mac Carran

Il est faux que la Russie se soit toujours refusée à laisser entrer sur son territoire des missions d'inspection étrangère. Le rideau de fer a pour origine la bassesse et la sottise des rooseveltiens. En cas de nécessité, le gouvernement russe sait se plier aux concessions. C'est ce qu'a très bien démontré la déposition faite devant la commission Mac Carran, par un haut parlementaire soviétique, le colonel Igor Bogolepov, conseiller au Ministère des Affaires Etrangères soviétiques sur les conditions envisagées par les Russes au moment où les Etats-Unis leur accordèrent le prêt-bail.

Lorsqu'en juillet 1941, Roosevelt fit savoir à Moscou qu'il allait envoyer Harry Hopkins pour négocier les conditions du prêt-bail, on s'interrogea beaucoup sur la personne du négociateur. On le connaissait peu et mal, mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'on ne doutait pas qu'il allait demander des garanties sérieuses en échange de l'apport américain. Oumansky, ambassadeur des Soviets à Washington, fut chargé de se renseigner sur les conditions probables des Américains. En même temps, à Moscou, un comité spécial fut réuni pour étudier d'avance, en tous les cas, quelles seraient les demandes les plus vraisemblables et jusqu'à quel point on pourrait aller pour les satisfaire.

Ce comité avait pour Président Molotov, alors Ministre des Affaires Etrangères, auquel était adjoint Mikoyan. Parmi les autres commissaires se trouvaient Vassilensky, qui fut plus tard Ministre de la guerre, et Bogolepov qui assista à tous les pourparlers comme conseiller juridique.

La commission rédigea un memorandum qui devait servir de guide aux interlocuteurs d'Harry Hopkins et fixer les limites jusqu'auxquelles ils pourraient céder. C'est ce document que Bogolepov, après avoir « choisi la liberté » a déposé devant la commission Mac Carran.

Le memorandum comprenait six points principaux qui étaient les suivants :

— Le gouvernement soviétique était prêt à reconnaître aux Américains un droit général d'inspection pour vérifier l'emploi qui serait fait des livraisons fournies au titre du prêt-bail ;

— le gouvernement soviétique consentait à recevoir sur le territoire soviétique des missions militaires américaines composées de spécialistes de l'artillerie, des blindés, de l'aviation, des fabrications chimiques ;

— le gouvernement soviétique était décidé à céder à des compagnies américaines des concessions dans les territoires riches en manganèse ;

— des conditions spéciales pourraient être également concédées aux compagnies pétrolières américaines à Bakou et dans les terrains pétrolifères de la Volga ;

— Les grands trusts américains seraient également autorisés à faire des investissements en Sibérie pour participer, à côté du gouvernement soviétique, à l'industrialisation de la Sibérie ;

— le gouvernement soviétique s'engageait enfin solennellement à instaurer la liberté de la presse, à laisser se créer librement des partis politiques et à respecter la liberté religieuse.

La commission se donnait beaucoup de mal pour découvrir ce qu'on allait pouvoir ajouter à ce beau memorandum, quand un renseignement venu de Washington mit fin brusquement à ses travaux. Molotov suspendit les sessions, empocha le memorandum et fit savoir à ses collègues qu'un « sympathisant », occupant un très haut poste au cabinet de Franklin Roosevelt, venait de faire parvenir un rapport indiquant qu'Harry Hopkins était un grand admirateur des Soviets et qu'il avait obtenu l'accord du Président pour ne demander aucune concession en échange des livraisons du prêt-bail qui seraient fournies à la Russie sans aucune contrepartie politique.

On connaît la suite. Les choses se passèrent exactement comme le « sympathisant » l'avait annoncé. On n'eut pas besoin d'offrir quoi que ce fût à Harry Hopkins, il ne demanda, en effet, rien du tout. Il offrit même ce que les Soviets ne s'étaient jamais attendus à recevoir au titre du prêt-bail, des secrets de fabrication américains, des *bleus* de plans inédits, un impressionnant tonnage de photographies de procédés de perfectionnement, sans compter une quantité appréciable d'uranium déjà travaillé envoyé par bateaux avec la manière de s'en servir, toutes choses que les Russes éberlués ne pensaient guère recevoir pour la poursuite de leurs opérations militaires, et qui leur ont fait gagner, par la suite, un temps précieux dans le domaine technique.

C'est ainsi qu'on prépare les renversements de l'Histoire. Les Américains pouvaient s'assurer une confortable après-guerre en utilisant cette politique de la porte ouverte que la Russie, dans l'état où elle était, ne songeait pas à refuser. Non seulement ils n'ont pas saisi cette occasion, mais ils ont préparé soigneusement et sans épargner le moindre détail, le danger qui les menace aujourd'hui et qui menace tout le monde en même temps qu'eux.

Les fautes des Allemands en Russie d'après un mémoire de l'O.K.H.

Par la transformation et l'éducation des peuples des républiques unies au communisme, une russification des peuples a eu lieu, comme le tsarisme lui-même n'en a pas obtenue à ses époques pan-slaves les plus rigoureuses sous Alexandre III. Le communisme devint avec le temps un mouvement toujours plus en faveur de la Grande Russie. Cela s'exprime clairement, non seulement dans les thèmes de la littérature grand-russienne, mais dans l'attitude d'ensemble de la jeune génération des républiques fédérées formées par elle.

La Russie est, en somme, un grand Etat militaire, dans lequel le peuple, l'économie, l'armée et la conception du monde se trouvent dans les mains d'un homme avec le but de réaliser dans le monde entier la structure économique, la conception du monde et la religion du communisme, au besoin les armes à la main. Cela devait conduire à la guerre avec l'Allemagne, parce que le Reich, grâce à sa position de rempart naturel de la civilisation occidentale, est l'obstacle à la destruction par le communisme.

La religion du communisme est l'adoration de la technique de style américain. Les rapides victoires allemandes de l'année passée et la supériorité de la technique allemande ébranlèrent les Russes très profondément. Leur croyance en la supériorité du communisme reçut un coup sérieux. Les jeunes intellectuels soviétiques étaient, dans les territoires occupés par nous, comme paralysés. Ce qu'ils avaient jusque là considéré comme la chose la plus élevée au monde était comme disparue d'un seul coup. Mais, rien de neuf ne le remplaça. Ils se trouvaient devant un vide. C'est pourquoi ils décidèrent d'attendre. Il en advint pareillement de la classe ouvrière plus ou moins communiste employée dans les villes.

Pour vivre, on chercha du travail chez les Allemands, et, pour le reste, on attendit les choses qui devaient alors arriver. « Les anciens », le reste de l'ancienne petite et grande bourgeoisie tsariste étaient enthousiasmés par l'entrée des Allemands, les paysans l'étaient également. Ces groupes de population n'avaient pas assimilé le communisme et leur espoir, couvant encore faiblement, parut avec l'arrivée des Allemands être d'un seul coup sur le point de se réaliser : le rétablissement des anciennes conditions non-communistes. Les Allemands ne s'étaient-ils pas eux-mêmes qualifiés de « libérateurs du joug bolcheviste » et, en particulier, n'avaient-ils pas promis aux paysans la dissolution de l'économie collective ? Sous l'impres-

sion des victoires allemandes, on croyait à une fin rapide de la guerre.

Sans doute, on ne se sentait cependant pas tout à fait à l'aise dans les circonstances nouvelles, inaccoutumées. La crainte du pouvoir et de l'invincibilité du communisme était trop profondément ancrée dans les esprits. Dans son subconscient, on tremblait à la pensée que l'existence nouvelle pourrait s'envoler la nuit comme un rêve et que la réalité communiste pourrait réapparaître. C'est pourquoi dans la joie de tous les milieux amis des Allemands existait une profonde incertitude qui fut exploitée de main de maître par les juifs, les communistes et autres pour leur propagande chuchotée. « Ne vous réjouissez pas si tôt, les Rouges reviendront ! Malheur à vous quand ils viendront. Nous repérons quiconque est avec les Allemands ! » C'est ainsi que débuta la propagande des communistes en août 1941. Rien d'essentiel ne fut entrepris du côté allemand pour s'y opposer. La propagande chuchotée diminua en vérité avec l'emprisonnement des juifs dans le ghetto, surtout en raison des victoires allemandes qui continuaient, du renforcement de l'administration allemande et parce que la population se rassurait. Toutefois cette propagande n'a jamais cessé.

Alors arriva la grande déception générale. Les entreprises collectives ne furent pas dissoutes ! L'indignation s'empara de la paysannerie. Au début, on accusa les anciens du village et les maires. Un flot d'accusations diffamatoires contre ces derniers en résulta auprès des services allemands. Mais on s'aperçut alors que les Allemands eux-mêmes n'avaient pas l'intention de tenir les promesses faites par d'autres Allemands. Lorsque les entreprises collectives furent finalement dissoutes en février 1942, il était trop tard. Trop de choses s'étaient passées pendant ce temps. Le traitement des prisonniers de guerre, les exécutions de juifs, les réquisitions, les innombrables violations du droit par sottise, l'exploitation brutale des forêts, du cheptel, des chemins de fer, de l'industrie et de l'agriculture au profit de l'économie de guerre allemande, la propagande allemande presque inexistante pendant l'hiver 1941-42 et, là où elle existait, tout à fait désastreuse, la situation difficile, insupportable de tous les employés et travailleurs, les sévères mesures de représailles contre la guerre des partisans, les exécutions, les pendaisons publiques, la bastonnade, l'incendie de villages entiers, en plus le dédain partout affiché de l'homme russe, son absence de droit en face de la puissance d'occupation, tout cela se trouvait en contradiction si vive avec les espérances et la plupart des affirmations de la propagande allemande, que la confiance à l'égard des Allemands fut détruite pour longtemps dans la masse du peuple.

A cela vint s'ajouter, au cours de l'hiver 1941-42, la lourde défaite allemande devant Moscou. Ce qui a été perdu à ce moment-là peut-être repris militairement, mais ne sera jamais plus réparé sur le plan moral. La croyance des Russes en la supériorité et l'invincibilité des Allemands se brisa devant Moscou. La propagande bolcheviste en tira d'un seul coup une force énorme. Les bolcheviks n'avaient-ils pas toujours affirmé qu'ils reviendraient ? Maintenant ils semblaient avoir gain de cause.

Simultanément avec la croyance en la possibilité d'une victoire des Russes sur les Allemands, le désir ardent de se venger de toutes les désillusions et de toutes les humiliations s'éveilla dans de vastes couches du peuple. Ce que la bataille de la Marne signifiait pour la France en 1914, la bataille de Moscou le signifia moralement pour les Russes. Et ce que la paix de Versailles, les réparations et l'occupation de la Rhénanie signifiaient politiquement pour l'Allemagne, notre attitude incomparablement plus rigoureuse envers les Russes en fit l'équivalent politique pour la Russie.

Les appels enflammés des partisans sont authentiques. Ici ce ne sont pas des « juifs raffinés » qui écrivent, ici des Russes écrivent pour des Russes. Les partisans ne sont pas non plus des amis des juifs, mais ils vont ensemble avec les juifs parce qu'ils ont un ennemi commun : l'Allemand.

De juin à octobre 1941 nous avons eu la possibilité de gagner à nous le peuple russe. Nous avons perdu cette faveur du destin unique dans l'histoire. Maintenant, il est trop tard. Il y a trop de choses entre le peuple russe et nous, la méfiance à notre égard est trop profondément incrustée. Ce nationalisme n'est pas d'origine nationale-socialiste, mais bolcheviste. C'est pourquoi il sera toujours contre nous. A chacune de nos tentatives d'exploiter les Russes dans l'intérêt allemand ou de les dédaigner, il sera répondu par ce nationalisme avec une haine aggravée contre tout ce qui est Allemand. Ce nationalisme doit être très sérieusement pris en considération, car même les Russes qui, actuellement collaborent avec nous, pensent beaucoup plus fortement nationaliste que nous le supposons.

Une bonne partie du soutien accordé aux bandes de partisans de la part des Russes qui travaillent chez nous est à inscrire à l'actif de ce nationalisme. Et souvent, lorsque précisément les Russes les plus énergiques et les plus capables abandonnent leur situation assurée auprès d'une unité allemande pour accepter toute l'incommodité et tous les dangers d'une vie dans la forêt, cela incombe aussi au raffermissement du nationalisme. Le nationaliste russe nous hait, mais il ne montre pas cette haine. Il la cache, mais il agit. Les chefs de partisans, la plupart des complices de ces bandes et de nombreux jeunes sont des nationalistes bolchevistes fanatiques. Beaucoup collaborent avec nous pour des raisons de stricte nécessité, mais c'est seulement une petite minorité qui se trouve derrière nous d'une manière inconditionnelle.

Nous pouvons militairement abattre le bolchevisme ; en revanche, nous ne vaincrons jamais le nationalisme russo-bolcheviste. Avec lui, il nous faut compter avec un adversaire éternel, car, une fois réveillé, un sentiment national ne se laisse pas opprimer.

Nous ne pourrons nous maintenir en Russie que si, à côté de nos nécessités, nous prenons aussi très consciencieusement en considération celles des Russes.

(Mémoire remis en juin 1942 *à l'O.K.H., Haut-Commandement de l'Armée de Terre. Cité d'après* Nation-Europa, *Cobourg*).

Jacques Despuech

LE TRAFIC DES PIASTRES

Sorti en librairie le 29 mai, le livre de Jacques Despuech, Le Trafic des Piastres *(Editions des Deux Rives), disparut en quelques heures et fut soudain introuvable. Pour le cas où cette situation se prolongerait, nous avons voulu renseigner nos lecteurs sur ce livre courageux, qu'il faut protéger contre l'arbitraire et les manœuvres de ceux qui ont intérêt à ce qu'il ne soit pas connu du public.*

« J'écris ce livre en mémoire de *tous* les morts de la guerre d'Indochine... Je n'ai voulu nuire à personne en écrivant ce livre, mais simplement crier une vérité. Depuis quatre ans je cherche à faire cesser cet état de chose. Depuis quatre ans j'ai alerté toutes les personnes qu'il m'a été possible de toucher. Le résultat fut désespérément négatif. Or, à l'heure actuelle, il est prouvé que si les trafics de dollars et de piastres avaient été supprimés en 1948 et 1949, la guerre serait peut-être finie depuis deux ans. »

Telles sont les phrases par lesquelles M. Jacques Despuech commence son livre. La suite tient ces promesses. *Le Trafic des Piastres* est un livre passionné, mais profondément objectif et honnête. Il ne triche pas avec les faits.

⁂

Le livre de Jacques Despuech commence par une étude de la situation économique de l'Indochine. La guerre contre le Viet-Minh nous a coûté depuis le début plus de 3.000 milliards suivant les estimations les plus limitées. L'Indochine, depuis le début de cette guerre, importe de France en grosses quantités, mais elle exporte peu. Le déficit de sa balance commerciale est entièrement couvert par la France, puisque la France échange automatiquement les piastres indochinoises contre des francs. Ce déficit nous coûtait 140 milliards par an en 1951, il nous coûte davantage maintenant. Le contribuable français paie, en définitive, tout ce qui entre en Indochine.

La cause de cette hémorragie est le trafic des piastres. Toute la partie centrale du livre de Jacques Despuech explique les mécanismes de ce trafic. Nous résumons très brièvement. Un décret du gouvernement provisoire du 25 décembre 1945 (signé par qui et *pour* quels intérêts ?) a fixé arbitrairement au taux extravagant de 17 francs le prix officiel de la piastre, qui, en

réalité, a une valeur de 8 francs. Le trafic consiste à se procurer des piastres à 8 francs (c'est facile), et une autorisation de transfert en France, et on revend 17 francs au Trésor français des piastres qu'on a acheté 8 francs, sans avoir fait là une opération illicite. On peut corser l'opération en faisant entrer frauduleusement en Indochine des dollars achetés en Europe : le Viet-Minh achète à un prix très élevé ces dollars qui lui servent à acheter des armes et des munitions, et avec les piastres que le Vietminh donne en échange, on fait le transfert piastre-franc. Les procédés d'entrée des dollars sont étudiés en détail dans cette partie. Ils sont souvent savoureux.

Enfin, la troisième partie du livre est une étude de la situation économique et financière du Vietminh qui prouve que, sans cet apport miraculeux en dollars, le Vietminh n'aurait sans doute pas pu soutenir son effort de guerre et se serait trouvé paralysé.

***

Qui trafique ? qui a permis le trafic ? Qui le couvre ? Ce sont ces questions que M. Despuech pose dans son livre et auxquelles il donne des réponses partielles, assorties de documents, le tout, occupant le chapitre intitulé *Comment se fait le trafic* (pages 67 à 111) ainsi que les photocopies présentées en annexe. Ce sont, évidemment, ces pages qui ont soulevé le plus d'émotion, parce qu'elles citent des noms. On a également beaucoup parlé du dernier chapitre, *Témoignage d'une expérience politique inachevée,* (pages 152 à 170), qui raconte les efforts méritoires et inutiles de M. Despuech pour informer certains hauts personnages, ainsi que la manière dont il fut éconduit ou menacé.

***

Dès la page 63, un exemple assez édifiant était fourni au lecteur. On y voyait comment le Haut-Commissaire Pignon (M. R. P.) avait réussi à résoudre une délicate affaire politique, l'affaire Legrand, grâce à l'octroi d'une autorisation de transfert jouant ici le rôle d'un bakchich. A la page 64, est cité d'après un rapport de l'Office Indochinois des Changes (O.I.C.), chargé de délivrer les autorisations de transfert, une liste des transferts dits *politiques,* c'est-à-dire, en somme, accordés par raison d'Etat ; cette liste est très vague et se borne à mentionner les souverains et les divers gouvernements des Etats locaux, « diverses personnalités politiques », non autrement définies, ainsi que M. et Mme Didelot, dont les fonctions ne sont pas indiquées. Cette liste, très incomplète, date de 1949.

Mais, dès la page 80, des indications plus précises sont fournies au lecteur. La première, et la plus sensationnelle, concerne la fille de M. Bollaert, également Haut-Commissaire (et également créature du M.R.P.), laquelle se fit prendre avec son mari en flagrant délit d'entrée frauduleuse de piastres et de dollars, en provenance de Hong-Kong, ce que l'auteur venait de décrire justement comme la filière classique des trafiquants les plus dangereux. Le chiffre cité pour les dollars est de 50.000. D'après M. Despuech, les rapports de douane auraient été détruits, mais il en subsisterait des photocopies. On sait que M. Bollaert a protesté dans la presse et annoncé qu'il intenterait à l'éditeur un procès en diffamation. Toute-

fois, il ne dit rien de cet incident dans sa lettre, rédigée en termes assez généraux.

A la suite de cet exemple, sont étudiées diverses affaires, les unes exposées avec quelques détails, comme l'affaire Arnoux - Bellon - Franchini, introduction de dollars par le commandant d'armes du *Pasteur*, le colonel Bellon, et transformation de ces dollars en piastres, puis transfert par les soins de Franchini, propriétaire de l'hôtel Continental à Saïgon, qui devait par la suite employer dans ses affaires MM. May et Charleux, tous les deux sous-directeurs de l'Office des Changes de Saïgon ; d'autres plus rapidement énumérés, comme l'affaire Bouchet-Leclerc (le capitaine Leclerc était chef du secrétariat particulier des Troupes coloniales à Paris et expédiait des dollars par la valise diplomatique), l'affaire Schwœrer, administrateur-délégué de la Société des Cinés-Théâtres d'Indochine, l'affaire Saoli.

⁂

Une assez longue étude est consacrée à l'affaire Peyré, vue sous l'angle indochinois (pages 85 à 98). On y apprend notamment que l'activité de Peyré en Indochine fut assez sérieuse pour aboutir à l'envoi de parlementaires vietminhs en vue de négociations, entrevue qui fut annulée au dernier moment par suite d'une coïncidence, et que, d'autre part, un des buts de l'activité de Peyré était la fondation d'une Banque Vietnamienne Nationale, destinée à enlever à la Banque d'Indochine le privilège de l'émission des piastres. De ces tractations et de diverses entrevues qui ont eu lieu à Paris, M. Jacques Despuech conclut que « tout ceci et bien d'autres choses donnent à l'affaire Peyré un petit tour trafic de piastres en gros qui semble indiscutable... Or la consigne est formelle. Il ne faut pas que l'affaire Peyré puisse passer pour avoir été une affaire de trafic de piastres ». Ce qui est certain, c'est que Peyré fut « autorisé » à transférer 5 millions de piastres, soit 85 millions de francs. M. Despuech cite, dans ces mêmes pages, le mystérieux M. Paul, dont il fut souvent question, toutefois, sans apporter d'autre fait précis qu'une conversation.

Puis on revient aux affaires de trafic et c'est ici que prennent place deux affaires qui ont, dès ces dernières semaines, été citées par la presse, l'affaire Olivier Monasterio et l'affaire Bourgoin-Diethelm.

⁂

M. Olivier Monasterio, gros exportateur de grains, « affranchi » sur les affaires de piastres par un ami de Peyré, se serait livré à des transferts très importants pour monter à Paris une maison d'édition, dite « Editions Richelieu », qui devait imprimer des classiques français traduits en vietnamien à l'usage des écoles d'Indochine. Malgré l'opposition de l'O. I. C., qui avait mis son veto à un transfert de 4 millions de piastres (61 millions de francs), Monasterio fit intervenir Paris et arracha le transfert de force. M. Despuech dit ceci : « Le chef de service transfert sur France refusa malgré tout d'apposer sa signature. Il savait que ces transfert représentaient des dollars et des armes pour les Viets et il prévint tous les services intéressés, personne au monde ne pourra démentir ce fait. L'autorisation fut signée *quand même* par le sous-directeur et par un autre chef de ser-

vice sur l'ordre de Paris. » Quelques lignes plus loin, M. Despuech affirme que M. Monasterio aurait dit que ce transfert lui avait coûté, à Paris, 3 millions et un déjeuner.

A la page suivante, M. Despuech indique que M. Monasterio avait l'appui d'un ancien attaché de cabinet du ministre R.P.F., Giaccobi. et plus loin il écrit : « Le ministre Giaccobi trempait étrangement dans toutes ces affaires. » M. Monasterio aurait d'ailleurs dépassé le stade dollars-piastres-francs et M. Despuech l'accuse d'avoir organisé une livraison de sulfure de carbone, qui sert, paraît-il, à faire des grenades anti-chars, et une autre de barbelé, opérations que la Sécurité militaire fit échouer l'une et l'autre. Aux accusations parues dans la presse (notamment dans *Aspects de la France*), la maison Olivier Monasterio s'est borné à répondre qu'en ce qui la concernait, il y avait *chose jugée*, sans donner d'autre précision.

***

L'autre affaire importante, également citée par *Aspects de la France*, est l'affaire Bourgoin - Diethelm. Elle ne comporte pas, du moins telle qu'elle est décrite, d'entrée de dollars. Elle est un transfert piastres-francs simple, mais portant sur un total de plus de 38 millions, pour « réparation de bien sinistré dans la métropole ». Ce transfert fut imposé selon M. Despuech, à l'employé responsable par le directeur R.P.F. de l'Office de Saïgon, M. Charleux, et il eut lieu en plusieurs fois, au profit du sénateur-ministre, de sa femme, née Bourgoin, et de son beau-frère Bourgoin, conseiller au plan en Indochine. Une enquête privée, menée à ce sujet, aurait permis de constater la destruction de certaines fiches de transfert à l'Office de Saïgon, ainsi que des liens inattendus avec la firme Otborg, maison d'import - export, liaisons qui seraient susceptibles de donner plus de gravité à l'affaire. M. Diethelm s'est contenté, pour toute déclaration, de dire qu'il ne répondait pas aux attaques de presse.

***

Quant au journal des démarches de M. Despuech à Paris, il est singulièrement édifiant. Il nous promène de l'Elysée au cabinet de M. Pinay, jusqu'auquel M. Despuech ne réussit pas à arriver, et aux appartements du général Revers, de M. William Bazé, conseiller de l'Union Française, de M. Boutemy et de M. Teitgen. Tantôt on déconseilla à M. Despuech de s'adresser à l'opinion, tantôt on lui proposa « d'utiliser » son dossier sur le plan politique. On lui fit aussi des promesses et des menaces. M. Teitgen, qui s'en défend aujourd'hui, fut, selon M. Despuech, un des plus acharnés à déconseiller la publication. Il précisa même qu'en réalité le gouvernement s'était plusieurs fois servi du trafic des piastres pour boucher quelques trous urgents du budget. Cette ahurissante déclaration aurait été faite en conseil des ministres. Signalons honnêtement, par contre, que *Le Monde* imprima un article que M. Despuech lui avait apporté et que M. Daladier conseilla la publication d'un livre, en disant : « C'est la seule chose à faire. Ce régime est pourri. Savez-vous qu'à Paris il y a des dizaines de gens dont les revenus sont supérieurs à un milliard de francs par an et qui ne paient pas d'impôt. Faites votre livre. Mais n'en parlez à personne. »

Ajoutons enfin qu'au livre sont

annexées 39 planches de reproductions de documents, dont la plupart sont consacrés à l'affaire Bourgoin-Diethelm et à l'affaire Olivier Monasterio, les autres étant des listes ou des adresses dont l'interprétation est toujours discutable.

***

Tel est le contenu de ce livre honnête, courageux, précis, et comme on voudrait en lire plus souvent sur quelques unes de ces affaires nauséabondes qui forment le fond de notre vie publique. Parviendra-t-on à l'étouffer ? Tout est possible avec la presse actuelle. Mais la volonté du public peut aussi beaucoup quand elle sait se faire entendre. Elle exigera qu'une réponse soit donnée aux questions que pose M. Despuech. Elle exigera qu'on vérifie les renseignements qu'il apporte, qu'on les complète et qu'on identifie tous ceux qui ont trafiqué ; qu'on questionne ceux qui fêtaient leur premier milliard dans les boîtes de nuit de Saïgon ; qu'on recherche les parlementaires ou les fonctionnaires qui ont été leurs complices ; qu'on demande par qui et pourquoi ce décret scandaleux a été signé, pourquoi il a fallu huit ans pour qu'il soit rapporté ; pourquoi les Hauts-Commissaires successifs ont couvert de leur autorité et de leur présence ces trafics honteux, connus de tous, pourquoi pas un n'a démissionné avec éclat en en appelant à l'opinion. Ceux qui ont saboté la campagne, fourni des dollars au Viet-Minh, tiré dans le dos de nos soldats, prolongé la guerre par leurs manœuvres ou leur égoïsme, doivent répondre devant une Haute-Cour de leur participation à la trahison. Et l'opinion doit exiger que l'enquête soit publique, qu'elle ne soit pas étouffée dans les couloirs et les commissions, et que le pays entier y soit associé.

DEFENSE DE L'OCCIDENT

28, Rue Serpente, **PARIS** (6e)



ABONNEMENTS

1 an : 1.000 francs ; 6 mois : 600 francs ; 3 mois : 300 francs
Etranger : 1 an, 1.200 fr. ; 6 mois, 700 fr. ; 3 mois, 400 fr.

Abonnement de soutien : 1 an : 3.000 francs
Adresser tous paiements à : « LES SEPT COULEURS »
35, rue Cortambert, Paris-16e — C.C.P. 218.219 Paris

Le Gérant : Maurice Bardèche - Impr. Martel, à Givors.

SOMMAIRE

